

ÉDITO 2

SLOW-ROCK DU PERCHMAN 5

HOMMAGE À RENÉ SIESTRUNCK

NOUS Y FÎMES 8

RÉCIT EXCLUSIF D'UNE ASCENSION DE HAUTE DIFFICULTÉ

ON A VOULU DES BRAS MAIS CE SONT DES HUMAINS QUI SONT VENUS 18

PETIT RÉCIT D'UNE EXPLOITATION AGRICOLE MODERNE,
LE « TRAVAIL DÉTACHÉ »

PIQÛRES ET MORSURES 30

RAPIDE RECENSION DE DIVERS VENIMEUX, ET DES ATTITUDES
À ADOPTER EN CAS D'ANICROCHE

**TOUJOURS PLUS VITE, TOUJOURS PLUS HAUT,
TOUJOURS PLUS GORE** 42

ALPINISME, DÉPASSEMENT DE SOI ET ÉCRASEMENT DES AUTRES

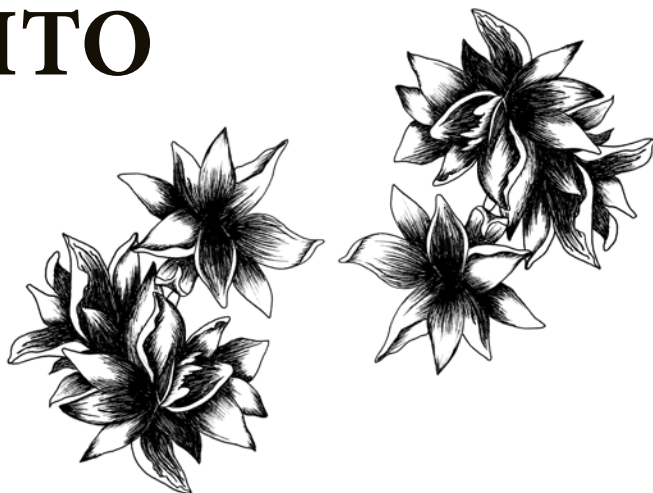
SOUS LA MONTAGNE LES BRAISES 48

RETOUR SUR LA DÉCENNIE QUI PRÉCÈDE L'INSURRECTION DE
1994 AU CHIAPAS

LA LISETTE BLEUE 60

EXTRAIT D'UNE VIE ENTIÈRE, ROMAN DE ROBERT SEETHALER

ÉDITO



Nous souhaitons faire de *Nunatak*, revue d'histoires, cultures, et luttes des montagnes un support à la diffusion d'idées émancipatrices et un outil pour provoquer discussions, débats et échanges dans des endroits où l'on ne nous attend pas forcément. Le tout avec ce qui nous anime réellement : porter un regard décalé sur les choses sans *a priori* idéologique ni formules politiques à vendre.

La situation actuelle complique l'émergence de ces espaces de rencontre. Comme partout la covid a eu un impact sur l'équipe de *Nunatak*. Les présentations et les rencontres autour de la revue se sont raréfiées et nous avons été ralentis dans la publication. Tout ceci a forcément une conséquence sur notre volonté de susciter la discussion autour des textes qui sont proposés pour en faire émerger des réflexions approfondies et collectives. Finalement, ces 64 pages ne représentent que la moitié de la revue !

Cela étant dit, la publication du numéro 7 nous ragaillardit car elle nous aura quand même permis à travers les discussions et les week-ends de rédaction de nommer ce qui ne nous plaît pas dans le bordel actuel. Dans la suite de cet édit, nous nous proposons de partager quelques-unes de ces réflexions.

Il y a fort à dire sur la gestion gouvernementale de cette crise sanitaire. Le caractère répressif des confinements nous réduit de manière autoritaire à quelque chose qu'on menace puis qu'on rassure, qu'on confine puis qu'on déconfiner, au rythme de décisions qui se soustraient à la critique, tout en donnant de nouveaux pouvoirs à l'État. Des décisions absurdes sur le plan sanitaire sont prises à répétition, jonglant entre danger du virus, sauvegarde de l'économie et maintien de la paix sociale.

Le sentiment de devoir réduire ses libertés a été vécu comme une contrainte, d'autant plus que les confinements ou le pass sanitaire sont présentés par les pouvoirs publics comme des « actes de solidarité au profit des populations les plus fragiles », ainsi séparées du reste de la population valide. L'opposition entre

les jeunes et les plus vieux s'est vue renforcée, tout en creusant encore le fossé entre riches et pauvres.

Partant de ce constat, et puisque *Nunatak* se veut être une revue s'inscrivant dans le vaste champ de la critique sociale, on pourrait imaginer que tout mouvement s'opposant aux autorités pour réclamer plus de liberté attirerait notre soutien, ou tout du moins notre regard bienveillant. Mais ce n'est pas le cas.

Les mouvements de « résistance » aux mesures imposées par l'État pour faire face à la pandémie conjuguent à la fois le sentiment d'injustice provoqué par des mesures de privation de liberté individuelle, une nostalgie du « monde d'avant » où tous les commerces étaient ouverts, et la relativisation voire le déni de cette pandémie. Pour nous, refuser de prendre en considération les conséquences d'une circulation exponentielle du virus revient à ignorer les morts, les hôpitaux surchargés, ou encore les conditions de travail dégradées pour les travailleurs et les travailleuses.

Ces velléités de « résistance » nous semblent compatibles d'une part avec l'évolution néolibérale du capitalisme (laisser mourir ou isoler les plus faibles pour ne pas impacter le cours de l'économie), d'autre part avec une certaine tendance dans les discours de critique sociale à survaloriser des formes d'émancipation individuelles au détriment de la perspective d'un monde commun. L'aspect subversif de ces mouvements ne dissimule pour nous qu'une expression crue du chacun-pour-sa-gueule ambiant, qui ne date d'ailleurs pas d'hier.

Si nous ne proposons aucune marche à suivre pour renverser ce monde d'inégalités et de souffrance, nous trouvons préoccupante la mise en avant de solutions individuelles – pour ne pas dire individualistes – qui permettraient d'échapper, pour soi ou pour son groupe restreint, aux contraintes qui pèsent sur toutes et tous¹.

Finalement, ce contexte peut amener à voir d'un bon œil les théories les plus farfelues, à partir du moment où elles valident la légitimité d'un je-m'en-foutisme hédoniste ; il nous paraît plus que problématique que pullulent les thèses complotistes surtout quand certains et certaines s'organisent autour de ces idéologies. Celles-ci s'appuient sur la mise en avant d'explications simplistes pour comprendre une réalité sanitaire complexe, incriminant par exemple une élite conspirant contre l'immense majorité de la population dans ses propres intérêts. Ce discours, en plus d'être un terrain fertile aux idées d'extrême droite, alimente la croyance en un pouvoir occulte et caché contre lequel seuls des initiés – ayant accès au savoir ou à l'information – pourraient résister. Il serait toutefois présomptueux de le réduire à de simples théories loufoques ou irrationnelles : le complotisme est une idéologie politique moderne dans laquelle l'ennemi n'est pas tant le capitalisme ou le pouvoir mais « ceux qui le manipulent dans les coulisses² ». Comme si nous n'avions pas à nous battre contre les rapports

1 Comme cela a pu être formulé dans l'édito du numéro 5 de la revue.

2 Qu'ils dénoncent les juifs ou les pédosatanistes, le grand remplacement ou le lobby gay, des mouvements politiques de tout bord se saisissent de ces figures-épouvantails pour faire valoir leurs thèses.

sociaux qui gouvernent le monde – et nos existences – mais uniquement contre les mauvaises intentions des « élites ». Comme si l'exploitation et la domination n'étaient pas le résultat de rapports de force complexes qui ordonnent les relations sociales mais étaient dues à un plan intentionnel que seule une révélation – dans le sens religieux du terme – pouvait faire échouer.

Critiquer cette manière d'appréhender les choses s'avère souvent contre-productif, confortant au passage un sentiment de supériorité éclairée ! Il y a alors pour nous un réel enjeu à proposer une compréhension critique de ce monde, qui ne nie pas sa complexité. La question est alors « comment aujourd'hui renouer avec des perspectives d'émancipation collective ? » En somme, bouleverser les rapports de classes...

Si cet éditto paraît quelque peu délaissé les sommets, soulignons tout de même que les spécificités géographiques des régions que nous habitons n'ont offert aucun particularisme montagnard notable à la lueur de cette crise (tant dans la gestion de celle-ci, que dans les théories confuses qui s'y baladent). Ce qui nous incite à répéter cette formule de l'éditto du numéro 0 : *il y a longtemps que les oasis ont été absorbées par le désert.*



SLOW-ROCK DU PERCHMAN

HOMMAGE À RENÉ SIESTRUNCK

Un jour de juillet, dans la vallée de la Clarée, quelques dizaines de visages connus ou anonymes, sont réunis pour une errance de pont en pont, ceux que René avait tant cherché à établir entre les hommes, par-dessus les montagnes et les frontières. Une errance parsemée de lectures, de tristesse, de joie, et de rencontres.

Des rencontres, nous en garderons un souvenir impérissable : lors d'une fête à La-Roche-de-Rame pour commémorer la désertion des frères Baudissard il y a cent ans de cela, sur le parking du Champ de Mars à Briançon pour réceptionner une précieuse livraison des archives de la revue *Transhumances*, et bien sûr ces interminables discussions au milieu des livres, des manuscrits et des archives. Il y était question du tourisme, de l'armée, des frontières, ou des saisonniers, de ce statut de travailleur alors marginal qui devient aujourd'hui la norme ; puis la Montagne, ces montagnes habitées, arpentées, visitées, mythifiées et étudiées de l'adret à l'ubac, des fonds de vallées aux cimes, des pâturages d'estive aux pistes de ski.

René nous a quitté au mois de février 2021. Depuis les débuts de *Nunatak*, il nous avait accompagné avec enthousiasme ; ses écrits, ainsi que ceux de la revue *Transhumances*, ont parsemé nos parutions. Vous avez pu lire dans le numéro 2 « Comment soulever des montagnes », une ode aux clapiers, ossements blanchis des montagnes ; puis « Le barrage et les hommes » dans le numéro 3, un entretien avec Maurice Chappaz sur la construction de la retenue de la Grande Dixence dans les années 1950. Dans le numéro 4, « Pour une poignée de riz » relatait l'expérience d'un contrebandier à la frontière italo-suisse. Nous avons finalement publié un entretien avec René sur l'expérience de la revue *Transhumances* et des éditions éponymes (n°5).

En guise d'hommage, nous republions aujourd'hui le « Slow-rock du perchman », texte de clôture de l'ouvrage *Paroles de saison*¹, un des premiers livres édités par René, sociologue et travailleur des remontées mécaniques.

1 NIMOS et René SIESTRUNCK, *Paroles de saison*, éd. Transhumances, 1990.



Il a voulu tout dire, les paroles oiseuses dans la navette du matin, les poignées de main au radar, les yeux endormis, la poussière du sucre dégagé de son enveloppe et secoué au-dessus de la tasse, le nuage bleuté de la cigarette machinale, les gants et le bonnet, le claquement des fixations, la trace joyeuse, défaitiste ou hoquetante, le murmure, la voix du moteur, le regard sur la montagne déserte, le passage tintinnabulant des perches aux pylônes, leur fracassante entrée en gare, le lent balancement des cabines et des sièges, leur ronde infatigable, les mots

doux du chef de secteur et son regard aquilin, la pelle, cette preuve de l'existence du perchman, calfeutrée de cette matière imprévisible et collante, ah oui la neige ainsi qu'on l'appelle, alors la neige drue, bétonnée, diaphane, irréaliste, aquatique, les autres substances, brume, brouillard, givre, les mélèzes, la neige à nouveau, support de courbes parfaites, soumise sur les bosses, déchirée en poudreuse, le soleil implacable, irritant, mordant, le bleu du ciel, l'avion minuscule là-haut (Paris-Athènes ?), les cabanes accueillantes, parfumées, bordéliques, nids douillets, le café fumant, le liquide rouge chatoyant dans le verre, le casse-croûte, la journée qui se déplie jusqu'à midi et se replie après, une pièce de théâtre aux 120 représentations, la commedia dell'arte du perchman, les jeux de mots obscènes, toujours les mêmes et qui font toujours rire, le coin de montagne qui s'encadre dans la fenêtre, Janus et Chaberton, K2 miniature, les skieurs, passants anonymes, destins jamais croisés – ou si rarement – qui fuient sur la ligne de vie, piste multicolore, arc-en-ciel des rendez-vous manqués, le schuss final, retour au bercail, ouf, déjà, ça valait quand même la peine d'être vécu...

René Siestrunck

A propos des éditions Transhumances

Les éditions *Transhumances* poursuivent l'aventure entamée il y a une trentaine d'années, de nouveaux titres paraîtront prochainement. Leur catalogue peut être consulté sur transhumances.com. Il est possible d'accéder sur ce même site aux numéros numérisés de la revue *Transhumances* (1978-1990).

« Voyageur, il n'y a pas de chemin, le chemin se fait en marchant », nous continuerons ensemble à explorer des pistes et des sentiers divergents...



Nimos 89 esquisse 1/3

Illustrations d'Amalia Domergue (en hommage à René pour la revue Nunatak) et de Nimos (*le Glacier Blanc*, éditions Transhumances).

NOUS Y FÛMES

RÉCIT EXCLUSIF D'UNE ASCENSION DE HAUTE DIFFICULTÉ



Andy Manché et ses compères de la cordée belliqueuse nous livrent un récit original de l'ascension du fameux toit de l'Europe. Ils mettent les pieds dans le plat, pointent les contradictions de cette « culture montagne » tant valorisée par les alpinistes et la littérature d'altitude.

Si le cas particulier de ces « aventuriers » du mont Blanc est assez emblématique, il permet surtout d'interroger l'ensemble de notre société de loisirs, qui crée de toute pièce des besoins de défoulement et d'autopromotion, et transforme en activité lucrative nos égarements en plein air.

« Parmi ces escaladeurs qui, chaque année, pendant la belle saison, tentent de gravir quelque cime haute et difficile, il en est, paraît-il, qui montent par amour de la gloriole. Ils cherchent, dit-on, un moyen pénible, mais sûr, de faire répéter leur nom de journal en journal, comme si, par une simple ascension, ils avaient fait une œuvre utile à l'humanité. Arrivés sur la cime, ils rédigent, de leurs mains raidies par le froid, un procès-verbal de leur gloire, débouchent avec fracas des bouteilles de champagne, tirent des coups de pistolet comme de vrais conquérants et secouent des drapeaux avec frénésie »

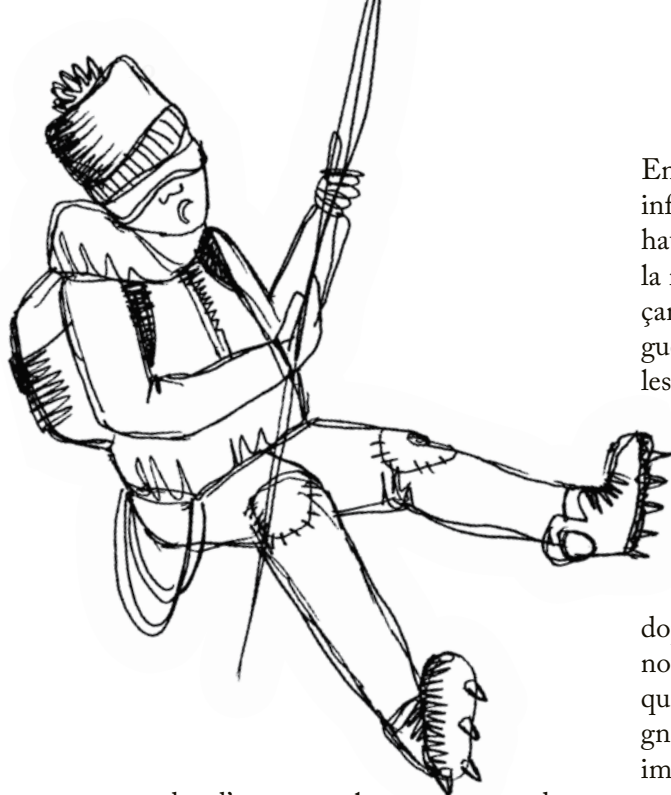
Élisée RECLUS, *Histoire d'une montagne*, 1880.

Un récit d'ascension a le devoir, pour épater le pékin, de se plier à un certain nombre de conventions. La tâche en sera facilitée si une zone de glace vive, une série de rochers délités, une fragile barre de séracs, une attaque d'ours brun ou d'autres dangers objectifs s'invitent sur l'itinéraire du candidat au sommet. Si ces dangers sont absents ou insuffisants, qu'à cela ne tienne : le narrateur les exagérera ou les inventera. Nous vivons dans le monde de la publicité et de l'autopromotion permanente. Cette triste réalité ne s'applique pas qu'à ces moments où les contraintes économiques nous obligent à échanger nos calories contre de l'oseille sur le marché du travail. Il faut vendre son image sur les réseaux sociaux, la faire rentrer dans les catégories valorisées par la domination : la témérité, la force, l'esprit rieur, la jovialité festive, la performance sexuelle, etc. Cette injonction d'étalage du moi et son assistance technologique ont rendu cette pratique systématique et

intériorisée. Tel un pied de nez sadique à la révolte qui veut s'étendre au-delà du strictement politique, la révolution marchande s'est étendue, elle aussi, au-delà du seul échange économique. C'est bien la marchandise qui a cassé la frontière entre vie publique et vie privée, avec l'effet parfaitement contraire à ce que cherchent d'autres manières d'abattre ce mur. L'autopromotion ne se cantonne donc plus à la seule sphère professionnelle. Go-pro, compte Facebook, 4G/5G et consorts assistent la mise en valeur du consommateur dans tous les aspects de son quotidien. Combien de vidéos, combien de selfies, combien de commentaires, combien de millions de fichiers se disputent quotidiennement le titre de mise en ligne la moins intéressante du siècle ? La technologie est la béquille pour qui s'adonne quotidiennement à peigner des girafes et crois que ça intéresse le monde entier. Loin de constituer une discipline essentiellement différente des autres, la course de haute montagne¹ s'est d'autant mieux intégrée à ce schéma qu'elle se situe à la jonction de nombreuses valeurs requises auprès du consommateur-marchandise : l'imaginaire – ou le sociologue – prête à l'alpiniste les valeurs guerrières que sont le courage et le goût du risque. Les fringues de montagne onéreuses, mais à la mode, portées aussi bien en altitude que sur les grands boulevards, lui confèrent un emballage qui le



1 L'usage veut que l'on parle généralement de randonnée pour des excursions ne nécessitant pas de matériel de sécurité (baudrier, corde, crampons, etc.) et de course de haute montagne dans le cas contraire.



rend d'autant plus vendeur : en plus d'être sportif, fort et téméraire, l'alpiniste est beau et *in*. Peu lui importe la crise d'identité majeure qui guette l'amateur de pétanque ou de ping-pong qui, fortuitement, croiserait son chemin. Les états ne s'y sont pas trompés : dès la fin du XIX^e siècle et jusqu'à l'après-guerre bien entamée, la course nationaliste à la conquête des sommets revêtait un enjeu d'autant plus fort que son prestige ressortait directement de ces valeurs affectionnées par les forces en présence. C'est exactement pour les mêmes raisons que l'Allemagne nazie ou l'Angleterre aristocrate, l'Italie mussolinienne ou le chauvinisme gaulois se sont lancés dans cette compétition. Nous nous risquerons à suggérer que – à une échelle tout à fait différente bien entendu – la publicité que ciblaient les États en termes de puissance se rapproche de la satisfaction narcissique de l'alpiniste davantage soucieux de disposer dans son fond de sac d'une perche à selfie que d'une couverture de survie...

En cherchant sur le web à prendre des informations sur certaines courses de haute montagne, on ne peut que constater la massification des vidéos en ligne retraçant les mêmes ascensions. Et exigence guerrière de la marque « alpiniste » oblige, les prises de vue sont souvent effectuées de manière à rendre la déclivité ou les dénivelés plus impressionnants.

Fait-on donc encore des ascensions pour le plaisir intense que procure cette poussée irrésistible vers les cimes, pour ce gros shoot gratos de dopamine pure qui immanquablement nous récompense, ou pour la publicité que l'on en fera par la suite ? Pour s'éloigner quelques journées du monde ou pour impressionner la galerie des non-initiés en s'adonnant à des récits exagérant l'engagement et la difficulté ? La modestie n'étant pas la caractéristique première de nombre de grimpeurs, cette question un brun tabou méritait d'être posée...

Chaussons donc nos godillots mycosés et enfilons nos vieilles moufles pour entamer l'ascension d'une montagne archi-parcourue, dont le caractère scientifiquement démontré de toit de l'Europe attire, tel l'excrément la mouche, l'amicale des chasseurs de sommets. On ne s'époumonera pas à commenter l'étonnante attractivité du mont Blanc auprès d'un public sans expérience de la montagne : il y a des lieux où il *faut* être allé, et nombre d'articles, entre indignation et coup de gueule, s'y sont consacrés. Après tout, la plus grosse difficulté qu'oppose l'ascension par la voie dite normale de ce sommet, outre une capacité à supporter un effort prolongé, est



la raréfaction de l'oxygène pour des systèmes sanguins non-acclimatés. À 4 800 mètres, environ 45 % de l'oxygène a fichu le camp, et ça fait drôle lorsqu'on arrive tout droit de la plaine : la concentration peut en prendre un coup – ce qui n'est pas souhaitable – et les pensées se perdent parfois en divagations absurdes – ce qui, par contre, est tout à fait appréciable et de surcroît vachement rigolo. Du reste, comme pour une randonnée classique, il y a des moments où il faut marcher droit sous peine de partir dans le décor, très joli par ailleurs. Le piétinement quotidien de l'itinéraire classique exclut, en dehors des périodes de précipitations neigeuses, le risque de se planter d'itinéraire. Il suffit de suivre la piste qu'un petit rouleau compresseur semble avoir tracé, telle la mini dameuse sans pilote high-tech à qui les autorités du futur finiront par confier chaque nuit le traçage de l'itinéraire, risque zéro oblige.

Au fur et à mesure que la demande d'ascension s'est massifiée, la marchandisation des voies classiques menant au sommet du mont Blanc s'est affirmée. Outre la construction et la rénovation de refuges,

il a fallu rendre son ascension plus facile, plus rapide, voire exécutable par un jeune cadre urbain entre deux semaines d'un travail improductif et inintéressant. Une fois de plus, le tant

vanité « esprit montagne » en a pris pour son grade.

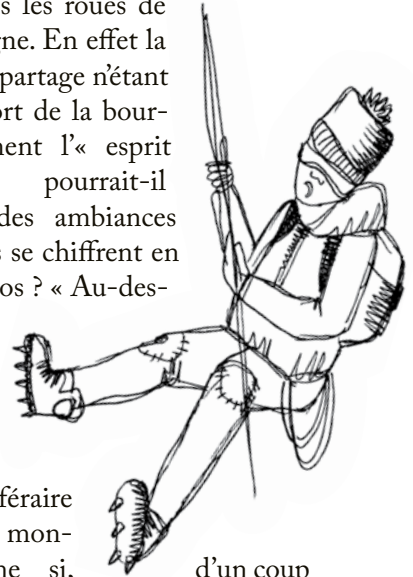
Cette locution passe-partout censée rassembler pêle-mêle sensation forte, bonne humeur, partage, solidarité et jovialité,

revient souvent dans la bouche des entrepreneurs d'altitude et des aménageurs de versants. Mais voilà le hic : nous n'y voyons

qu'une nouvelle escroquerie sémantique émanant de cette corporation de voleurs agréés par l'État que sont les commerçants. La sélection, comme toujours, se fait par l'argent et avec des nuitées à plus de 60 boules en refuge, un joli bâton est claqué dans les roues de l'esprit montagne. En effet la solidarité et le partage n'étant pas le point fort de la bourgeoisie, comment l'« esprit montagne » pourrait-il régner dans des ambiances où les journées se chiffrent en centaines d'euros ? « Au-dessus de 3 000 mètres, tout le monde se tutoie »

affirmait un énième thuriféraire de cet esprit montagne. Comme si, de baguette magique, l'éloignement du fond de vallée et de la bétonisation abolissait la compétition qui rythme le quotidien au pied des pentes.

Pour en finir avec ces basses considérations de classe, sujet rarement abordé par la communauté montagnarde, nous dirons qu'en décidant d'aller se griller une gitane sur ce sommet en particulier, on se jette un peu dans la gueule du loup. Contrairement à ce que suggèrent bien des variantes complotistes, la bourgeoisie n'est pas une classe vivant dans l'harmonie et se partageant le gâteau en bonne intelligence. La concurrence et la loi de la jungle règnent chez elle autrement plus violemment qu'entre les travailleurs précarisés, au point que compétition, coups bas et trahison gouvernent tous les aspects de son existence. Dépasser le seuil



des 3 000 mètres n'abolit guère ce sacerdoce consistant à écraser son prochain. En allant gratter la glace sur de tels itinéraires, on se retrouve donc plongé au milieu de cette ambiance peu avenante. Tel le fils de l'homme sur sa croix, nous avons pourtant fait ce sacrifice pour assurer ce reportage authentique en milieu artificialisé.

Jusqu'en 2018, l'ascension du mont Blanc par la voie normale comptait son camping où s'entassaient quelques dizaines – voire plus – de croquants. On ne dit d'ailleurs pas camping mais « camp de base » : ça en jette clairement plus. Il s'agissait des seuls mètres carrés de tout le massif où le bivouac n'était pas interdit. Avec la nouvelle réglementation, le nombre de prétendants au sommet par la voie normale est désormais plafonné. Il faut être doté d'une autorisation à présenter aux gendarmes qui, comme ils le font régulièrement depuis deux ans, assurent un checkpoint à 3 800 mètres, à deux pas de l'onéreux refuge du Goûter. C'est d'ailleurs cette perspective peu enthousiasmante qui, il y a deux ans, nous avait poussé à aller voir là-haut si nous y étions, car la mise en route de cette réglementation dès l'été 2019 nous aurait sans doute compliqué la tâche. Les technocrates de cet encadrement législatif n'ont encore pas rendu l'ascension directement payante : la preuve d'une réservation nominative de nuitées en refuge vaut autorisation. Mais il est déjà question de taxe dite verte, et il fait peu de doute, devant la soif humaine de gravir le mont Blanc, qu'un permis payant à lui tout seul finira par voir le jour. Nous ne nions toutefois aucunement que l'hyperfréquentation du massif du mont Blanc, et particulièrement de son sommet le plus haut, est un gros problème. Ce sont

toutefois les plus aptes à légiférer l'ascension qui ont le plus contribué à en faciliter l'accès. Dès lors, une digression supplémentaire s'impose : qu'est-ce qu'une ascension ? Robert, un dictionnaire, ne nous aide pas beaucoup en affirmant laconiquement qu'il s'agit de l'« action de gravir une montagne ». Car au risque



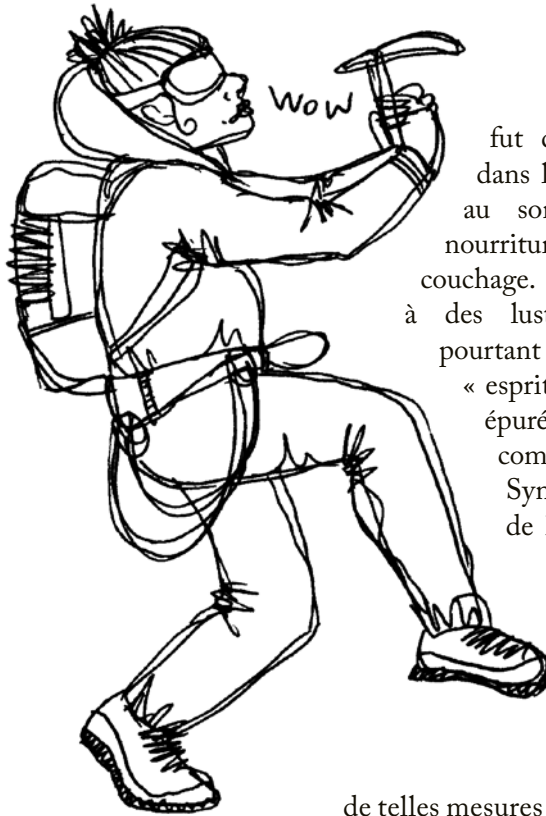


de crispes les lecteurs ayant posé leur fessier au sommet, voilà comment se déroule la grande majorité des ascensions : montée par téléphérique depuis Chamonix jusqu'à 3 800 mètres, puis randonnée glaciaire avec peu de dénivelé jusqu'au refuge du Goûter avant de faire les 1 000 mètres de dénivelé restant le lendemain. Autre alternative plus téméraire et plus courue : prendre le tramway (vous avez bien lu) jusqu'à presque 2 400 mètres avant de monter au refuge de Tête Rousse (3 300 m) si vous avez un peu de sous, ou du Goûter (3 800 m) si vous en avez beaucoup. Montée jusqu'au sommet le lendemain. Le retour s'effectue généralement par le tram ou le téléphérique. Une manière de monter qui n'est pas sans rappeler l'exécrable héliski, où l'on se fait tout simplement déposer au sommet en hélico avant d'amorcer la descente en ski. Car il est pour le moins curieux qu'une ascension soit acceptée comme telle alors qu'elle s'effectue presque au trois quarts en téléphérique, ou au tiers en train. Quand nous disons « acceptée », nous n'entendons aucunement une quelconque reconnaissance officielle, mais nous traduisons simplement un scepticisme face à des ascensions s'effectuant à grand renfort de moyen de transport ! Nous nous interrogeons tout bêtement sur les

mécanismes psychologiques qui permettent aux conquérants du mont Blanc de considérer leur performance en grande partie mécanisée comme une ascension. La massification de la pratique y est certainement pour quelque chose... Si mon voisin considère qu'il a vaincu le sommet de cette manière, alors moi aussi... Des débats ont lieu quant à l'assistance de bouteilles d'oxygène pour gravir des sommets de plus de 7 000 ou 8 000 mètres en Himalaya. Mais monter le mont Blanc en effectuant 30 à 70 % du dénivelé positif par des moyens de transport semble une chose normale. Nos doutes sont pour le moins élevés : où se situe la limite ? Aussi étonnant que cela puisse paraître, nous n'avons jamais entendu la moindre discussion ou débat sur ce sujet.

Mais outre nous interroger sur ce qu'est l'ascension d'un sommet, outre nous demander si gravir une cime consiste à partir de la vallée ou à se faire déposer à mi-pente, cette rapide description de la manière habituelle de gravir le mont Blanc nous rappelle que tout a été fait pour domestiquer cet itinéraire et massifier cette course. Avec environ 23 000 candidats chaque année, avec des pics d'affluence qui, avant la réglementation, dépassaient les 400 gonzos par jour au cœur de l'été, avec l'apparition d'une décharge à proximité du camp de base, la saturation constitue un problème à bien des niveaux.

En octobre 2018, *Montagnes Magazine* appelait à une consultation sur la future réglementation. Le consensus mou et – ce qui est un paradoxe – la platitude, dominaient les propositions. L'existence des infrastructures déjà présentes n'était bien entendu pas évoquée, et encore moins remise en question. Nous avons



dû endurer la vexation de ne pas avoir été consultés. Et quel dommage ! Nos propositions de démantèlement du téléphérique de l'aiguille du Midi et de la ligne de train, en divisant sans doute par beaucoup le nombre de prétendants, auraient permis, outre de se passer d'une nouvelle réglementation, d'abolir cette sélection par l'argent, de faire disparaître les décharges sauvages tout en redonnant un tout petit peu d'espace à la faune. Tant qu'à faire, nous aurions profité de l'occasion pour proclamer l'autogestion des refuges tout en ramenant la nuitée à une participation libre et en faisant flotter le drapeau pirate en lieu et place du logo de la Fédération française des clubs alpins et de montagne : l'élimination des ascensionnistes considérant les refuges comme des hôtels réduirait d'autant

l'affluence sur ces versants. Car il fut des temps anciens où, dans les Alpes, le prétendant au sommet transportait sa nourriture et son matériel de couchage. Mais nous sommes à des lustres de ces mesures pourtant proches du fameux « esprit montagne », cette fois épuré de son dévoiement commercial. Seul le Syndicat interprofessionnel de la montagne a exprimé de véritables préoccupations quant à la sélection par l'argent et à la liberté de circuler². À ceux qui répondraient que de telles mesures empêcheraient nombre d'aspirants de réaliser l'ascension lors d'un week-end prolongé, nous ne pouvons que répondre : tant pis ! Empêcher les hauts massifs de devenir des parcs d'attraction passe par en limiter leur aménagement, et par conséquent leur fréquentation. Si le besoin de redonner un peu d'espace au sauvage est plus qu'impérieux mais bel et bien vital, il faudra bien priver chaque année

2 Cette position est d'autant plus surprenante que les syndicats de moniteurs, guides et autres intervenants dans les activités de pleine nature regroupent des travailleurs indépendants, par définition en compétition entre eux et peu intéressés par les questions ne touchant pas directement à leur chiffre d'affaires. Nous espérons que les déclarations du SIM ne se noieront pas dans une logique corporatiste qui se contrefout de l'environnement et s'oppose parfois à la liberté de circuler en montagne en l'absence d'un encadrement par des professionnels.

quelques milliers de collectionneurs de sommets de la satisfaction d'épingler à leur palmarès cette nouvelle réalisation. Mais une fois de plus, c'est bien la forme prise par cette privation qui nous dérange : celle de la répression affectionnée par les éternels gestionnaires du désastre. C'est à nouveau dans les termes capricieux de quelques décideurs que les règles ont été fixées. Celles-ci semblent avoir été taillées pour ne perturber aucunement la bonne marche de l'économie à l'étage nival. Ainsi, c'est à 214 qu'a été fixé le nombre de prétendants quotidiens au sommet, non en fonction d'une quelconque étude d'impact, mais en fonction de la capacité d'accueil maximale des refuges, chiffrée à 214. Entendez ceci : si les refuges ne sont pas pleins, le bivouac est autorisé tant que le nombre total de candidats, nuitées en refuge et bivouac confondus, n'excède pas 214. Mais si les refuges sont saturés, c'est-à-dire occupés par 214 locataires, plus question de laisser quelques pouilleux bivouaquer. La seule valeur de ce chiffre nous renseigne sur le critère qui a véritablement été pris en compte par les grands sages pour limiter l'hyperfréquentation de la voie normale du mont Blanc : la promesse – relevant de la mythomanie marchande – de limiter la pression humaine sur un milieu sans impacter la bonne marche du commerce... À moins qu'il ne s'agisse d'un clin d'œil à la célèbre association L214 qui met en rage directeurs d'abattoirs et autres tourmenteurs d'animaux disséminés sur le territoire français ? La mairie de Saint-Gervais, à défaut d'aimer les pauvres, aimerait-elle les animaux (en plus des casinos) ? Son idolâtrie des infrastructures au cœur du

massif inviterait à penser le contraire mais bien entendu, le débat est ouvert³. Le projet de régulation de l'ascension du mont Blanc s'apparente donc en miniature à ce que la marchandise, à l'heure du réchauffement climatique et du tout pollution, cherche habituellement à faire avaler par ses tentatives factices de conjuguer voracité et exigence écologique. Si nous ne nous sommes pas étendus sur le prétexte sécuritaire mis en avant par les décideurs de cet encadrement, c'est justement parce qu'il n'est qu'un prétexte tant la politique s'est toujours foutue de la vie de ses sujets. Comme toujours, il n'est rien d'autre que la corde sur laquelle jouer au moment de construire une campagne d'intoxication. Nous n'avons jamais crû que la nouvelle réglementation soit davantage soucieuse de sauver des vies que de sauvegarder des infrastructures engendrant automatiquement surfréquentation et graves impacts sur le milieu.

Les apparences sont sauvées : depuis 2019, les lauréats du mont Blanc ont



3 Précisons que lors de la première mise en place de cette réglementation (été 2019), 40 puis 50 places payantes dans des tentes collectives ont été ajoutées. Sélectionner par l'argent reste la seule règle en vigueur. Une « Brigade blanche », dont le nom excitera sans doute les délires des post-modernes et autres *hardliners* du politiquement correct, s'ajoute à la Gendarmerie de Haute Montagne dans la mission de contrôler le respect de la réglementation. Enfin, un arrêté de protection des sites naturels viendra enrober la réglementation de sa touche d'hypocrisie.

sans doute le sentiment d'avoir gravi ce gros roc gelé d'une manière propre. Ce n'est pas le sentiment que nous avons en septembre 2018, lorsque, perdu au milieu d'une vingtaine de conquistadors, nous décapsulions une bonne vieille pils là-haut sur la montagne. D'après nos estimations, une bonne centaine de personnes bigrement harnachées se bousculaient ce jour-là sur l'ensemble de l'itinéraire, soit moitié moins que le chiffre magique proposé par les autorités. La certitude d'avoir été séduits par un symbole publicitaire nous submergeait. Entre un Corse arborant fièrement son drapeau national pour la pause photo et une bande de Tchèques qui brayaient comme des sourds, nous nous sentions déboussolés et bien éloignés de cette ambiance qui habituellement nous attire tant en altitude... Tout en sachant pertinemment dans quel guépier nous nous étions fourrés. Autrement dit : c'est bien fait pour nos gueules.

Nous sommes conscients des lacunes de ce récit qui était censé en être un mais s'est perdu en considérations que bien des alpinistes n'aiment pas forcément entendre. L'impératif de réussite passe avant toute question de fond. Il aurait sans doute fallu enchaîner quelques paragraphes relatant l'effort déployé, les effets de la haute altitude, les passages exposés, le tout sur un ton exprimant cette hardiesse et ce dépassement de soi censés imprégner chaque ligne d'un véritable récit d'ascension. Toutefois, bien des narrateurs semblent ne point réaliser qu'ils sont des milliers à se targuer chaque année des mêmes exploits sur les mêmes sommets via les mêmes réseaux dits sociaux. À défaut d'avoir fait quelque chose d'intéressant et encore moins quelque chose d'except-

tionnel, nous pouvons à minima vous épargner l'énième récit d'une aventure qui n'en avait de toute manière rien d'une. Pratiquer l'alpinisme sur la voie normale du mont Blanc, c'est un peu comme aller faire un affût animalier dans un zoo, pourrait-on dire, bravant le risque de tomber dans des comparaisons hasardeuses. Aussi en revenons-nous à la question que nous posions au début et que le collègue Élisée mettait en relief dans l'épigraphe composée – on s'en doute – spécialement pour cet article : fait-on une ascension pour se faire plaisir ou pour en faire plus tard la publicité ?

Le plaisir tant convoité, nous ne l'avons ressenti qu'entre le fond de vallée et la gare d'arrivée du tramway. Dès lors, la queue leu leu fait disparaître les joies euphorisantes découlant de la découverte d'un nouvel itinéraire. N'y voyez aucun snobisme : si ce jour-là, il y avait une nouvelle fois bien du monde sur la voie classique du mont Blanc, c'est aussi parce que nous y étions. Mais si nous aimons passer une partie de notre temps sur ce qu'il reste de glaciers ou sur les arêtes qui ne se sont pas encore écroulées, si les pratiques rassemblées sous le terme d'alpinisme sont indispensables à notre bonne santé mentale, nous rions comme des bossus de ceux qui veulent attribuer à cette discipline l'exclusivité d'une pratique sportive engagée. Nombre d'activités – à l'exception notable de la chasse et du golf – exigent effort et engagement. Quant aux aménagements et autres infrastructures disséminées sur les itinéraires classiques en haute montagne, ils nous semblent mettre sévèrement à mal les arguments brandis par la mystique alpiniste dans son insistance à se faire passer pour une pratique extraordinaire :

l'argument du cadre naturel et sauvage, mais aussi celui de l'autonomie dans la progression.

Nous avons donc rejoint en cette fin d'été 2018 le club très ouvert des centaines de milliers de vainqueurs du mont Blanc. On ne nous y reprendra pas. Mais, opportunistes comme de vieux chocards, avoir

cédé aux sirènes de la collection nous aura au moins permis de mettre au clair quelques ressentis à propos de ces milieux que, bon gré mal gré, nous fréquentons.

**Andy Manché, Hans Desseau & Brad
O'nord aka La Cordée Belliqueuse
Illustrations de Célia**



ON A VOULU DES BRAS MAIS CE SONT DES HUMAINS QUI SONT VENUS

PETIT RÉCIT D'UNE EXPLOITATION AGRICOLE MODERNE, LE « TRAVAIL DÉTACHÉ »

Vous vous souvenez lors du premier confinement quand le gouvernement essaya d'envoyer les professeurs de français ramasser des gariguettes ? Il était alors question de pénurie de travailleur·se·s agricoles due à la fermeture des frontières et de survie alimentaire du peuple français.

Dans le discours politique, nous étions alors, paysannes et ouvriers agricoles, « la grande armée de l'agriculture française » qu'il fallait rejoindre. Celle qui permettrait au pays en situation d'état d'urgence sanitaire de ne pas crever de famine. Références mêlées à la résistance et au service de la patrie, les institutionnels y allaient franco sur le romantisme agricole, et Giono était convoqué à chaque intervention radio. Toute personne confinée pouvait rejoindre cette grande cause nationale en allant vivre une aventure salariale au grand air.



Jusque là, pas de surprise, quelque part nous savons bien qu'une bonne partie de la production industrielle agricole nationale repose sur l'exploitation des travailleurs saisonniers étrangers, celles et ceux dont la présence était remise en cause avec la fermeture des frontières.

Dans les premiers temps de panique, d'autres précaires, nationaux (on fait avec ce qu'on a), furent invités à se rendre aux champs pour remplacer les trimards étrangers habituels : chômeurs¹, étudiants², « vrais réfugiés avec papiers³ ». Dans un deuxième temps, le gouvernement lançait main dans la main avec la FNSEA une campagne d'embauche par le biais de la plateforme *Des bras pour ton assiette* et annonçait plus de 300 000 postes à pourvoir⁴. Il y eut pourtant moins de 15 000 missions réellement proposées sur celle-ci, soit selon un savant calcul, une différence notable de 285 000 postes.

Un énorme doute s'est alors saisi de nous. Comment les têtes d'ampoules du gouvernement avaient pu à ce point là se planter sur les besoins ? Et si les frontières n'avaient pas été complètement fermées, crédules que nous sommes ? Et

si on était loin de comprendre comment fonctionne une partie du recrutement agricole ?

Pendant le confinement, un certain nombre d'articles parurent au sujet de clusters identifiés dans des centres d'hébergement de travailleurs et travailleuses agricoles étrangers, situés non loin de la plaine de la Crau. La Crau, on voyait à peu près, une vaste plaine dans les Bouches-du-Rhône peuplée de moustiques et dévolue pour une bonne part à l'agriculture intensive. On nous parlait de travailleurs détachés, notion que nous maîtrisions mal. Au mois d'août, nous sommes donc parties rencontrer le Codetras, Collectif de défense des travailleurs·se·s étranger·e·s dans l'agriculture.

Le sous-prolétariat des ouvriers agricoles, une longue petite histoire

Le taf agricole, c'est notamment tout un merveilleux monde du travail ouvrier invisibilisé, dont les conditions ne cessent d'évoluer au gré des politiques de destructuration des droits des travailleurs. Petit flashback pour comprendre d'où vient le travail détaché.

Le mythe folklorique de l'unité paysanne voile la réalité du travail agricole. On parle souvent d'agriculteurs, mais peu des salarié·e·s agricoles. Derrière l'image romantique des bergères de montagne ou des vendangeurs bohèmes existe tout un monde d'hommes et de femmes qui se cassent physiquement pour travailler. Si les patrons d'exploitation ne sont pas au repos, ils peuvent cependant déléguer la dureté du métier à d'autres personnes. Les salariés agricoles constituent un sous-prolétariat massif : précaires aux

1 « Je veux lancer un grand appel à l'armée des ombres, un grand appel aux femmes et aux hommes qui aujourd'hui ne travaillent pas », Didier Guillaume, ministre de l'Agriculture, le 24 mars 2020.

2 « Les étudiants qui n'ont plus cours, les salariés en chômage partiel peuvent nous rejoindre », Luc Smessaert, vice-président de la FNSEA, le 26 mars 2020.

3 « Le préfet a donc demandé aux gestionnaires des hébergements d'urgence des demandeurs d'asile du département de faciliter la mise en relation entre les réfugiés et les professionnels agricoles », extrait du communiqué du cabinet du préfet de Seine-et-Marne, 30 mars 2020.

4 « Covid partout, justice nulle part », *Plein droit* n°127, décembre 2020.



multiples statuts (contrats TESA⁵, OMI⁶, travail détaché, etc.), pauvres, moins payés que la moyenne des ouvriers et surtout invisibles.



L'imaginaire politique en a fait une catégorie périphérique de la production agricole, alors même qu'ils en occupent le cœur.

Le travail agricole a systématiquement été sous-payé : jusqu'en 1968, le salaire minimum agricole (SMAG) était inférieur de 30 % au minimum du régime général. Suite à la généralisation du SMIC, les législations et les modes de recrutement de la main-d'œuvre ont évolué afin de maintenir ce différentiel de salaire dans l'emploi agricole. Par exemple, en recourant à de la main-d'œuvre étrangère rendue vulnérable par le biais de contrats

précaires, acceptant plus facilement des conditions de taf dégradées.

Les travailleurs et travailleuses étrangers ont toujours constitué une part importante de la masse laborieuse des champs en France : il y eut les ouvriers betteraviers belges et italiens ou encore les travailleurs espagnols, portugais et marocains dans les vignes. Dans les années 1960, les politiques migratoires françaises évoluent d'une tendance d'accroissement démographique à une logique purement économique. Dès lors prime un utilitarisme assumé, visant à l'ajustement instantané des migrations aux besoins de main-d'œuvre nationaux. En 1963 apparaissent les contrats OMI, contrats de travail saisonniers avec une exploitation agricole qui délivrent une carte de séjour temporaire de six mois maximum. Les travailleurs étrangers doivent passer le reste de l'année hors de France. Dans les faits, les patrons font souvent tirer jusqu'à huit mois, justifiant une exceptionnalité qui devient vite la règle ; les salariés étrangers passent alors plus de la moitié

5 Le Titre emploi simplifié agricole est un contrat qui n'ouvre pas de droit à la prime de précarité de fin de mission.

6 Le contrat Office des migrations internationales est un contrat d'immigration temporaire de travail.

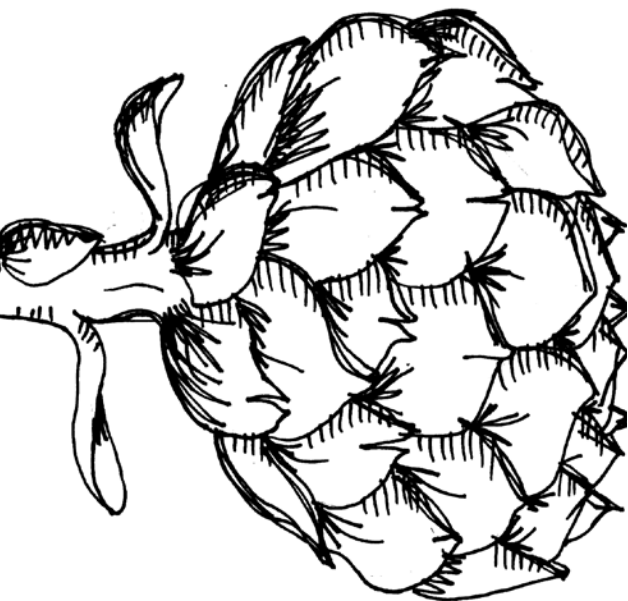


de l'année en France, sans pouvoir bénéficier des droits des travailleurs nationaux. En 2002, quelques personnes dans les Bouches-du-Rhône créent le Codetras afin de rendre visible la situation de ces travailleur·se·s et de dénoncer les abus dont ils et elles sont victimes. Entre 2000 et 2006, des personnes en contrats OMI initient mouvements de grèves et de protestation. Soutenues par le Codetras, elles engagent une lutte juridique afin de faire reconnaître leur statut de travailleur·se·s permanent·e·s et obtenir la carte de résident français qui va avec. *« Ils ont réussi à gagner contre la préfecture, parce que c'est discriminatoire : ils travaillaient autant que les Français, tout en n'ayant pas le droit de vivre en France. C'est plus un truc saisonnier, c'est un travail permanent. C'est l'opération Regul'OMI, avec l'espoir de régulariser des titres de séjour de travail pour 1 000 ou 1 200 marocains et marocaines⁷. »* Cette lutte est un succès à plein d'égards, mais révèle aussi les limites des possibilités d'organisation des premiers concernés : *« C'est pas vraiment une orga qui part de la base des travailleurs, c'était un truc spécial avec des personnes très compétentes au niveau juridique impliquées dans le Codetras. On a foutu la merde au niveau de la préfecture, on avait compris qu'il y avait peu de chances que cette histoire soit légale, donc on s'est lancé à fond dans toutes les procédures. Il y a eu quatre ou cinq condamnations au tribunal administratif, des décisions qui disaient qu'il y avait discrimination d'État de la part de la préfecture qui aurait dû donner des cartes de séjour de dix ans. À la fin la préfecture a lâché en comprenant qu'elle allait perdre tous les procès. On a fait des centaines de procès,*

7 Cette citation comme celles qui suivront sont extraites, sauf mention contraire, de l'interview de membres du Codetras.



égalité de rémunération sur l'exploitation, au nom d'une sainte lutte contre le dumping social. Comme rien ne sert de courir, le décret d'application a été publié le 30 juillet 2020. Aujourd'hui les prélèvements sociaux restent toujours dus au pays d'origine de la boîte d'intérim. Les cotisations étant, par exemple, plus faibles en Espagne qu'en France, le coût de cette main-d'œuvre flexibilisée s'avère imbattable pour les patrons français.



« L'Espagne a servi de laboratoire. Si les entreprises détachées viennent notamment d'Espagne, c'est pas pour rien, la souplesse sur le droit et les conditions de travail y ont été bien assimilées. Il y a eu d'énormes flux migratoires d'Amérique du sud et d'Afrique vers l'Espagne, avec une facilitation pour acquérir des titres de travail provisoires, ce qui a créé un vivier d'emploi. Toutes ces personnes n'ont pas de travail, mais c'est ce qui permet une flexibilité et une mise en concurrence de dingue. » Les agro-industriels⁹

sont ravis, c'est une main-d'œuvre plus flexible, moins chère et pouvant difficilement défendre ses droits qui débarque pour venir ramasser nos tomates.

Phénomène fascinant, le cadre légal du travail détaché s'est construit sur une fiction saisonnière, un récit où légumes et fruits seraient encore produits dans des systèmes paysans où les besoins immédiats et massifs de main-d'œuvre seraient réellement temporaires. Or, il n'y a plus de saisons ma pauvre Lucette, et encore moins dans les exploitations agro-industrielles où gariguettes et tomates grappes poussent quasiment à l'année. Dans les faits, la présence des travailleurs détachés est invariable ; elle ne répond plus à un grand cycle naturel, mais bien au besoin capitaliste de réduire les coûts dans le cadre d'une production intensive. Qualifiés de saisonniers alors qu'ils occupent des emplois qui durent toute l'année, leurs conditions réelles de travail frôlent le servage et la permanence du provisoire crée l'assujettissement.

Le cœur de ce dispositif pourri, c'est la mobilité imposée des travailleurs étrangers qui amène des conditions de travail spécifiques : logements isolés ou système de dortoirs, disponibilité permanente, charges intenses de travail, stratégies indirectes d'abaissement du salaire... vivent les flux et les stocks ! *« C'est un modèle où la main-d'œuvre n'a plus d'humanité, et c'est ce qui en donne la dimension de traite humaine. Ce ne sont plus des personnes, ce sont des bras, c'est ce qui a été rappelé avec la campagne Des bras pour ton assiette. »* À l'heure actuelle, les travailleurs détachés représentent 13% des travailleurs et travailleuses agricoles. En PACA ils étaient

⁹ Le terme agro-industriel sera utilisé ici pour caractériser un type d'agriculture intensive, souvent

intégrée verticalement et proche dans son fonctionnement des entreprises du secteur secondaire.

67 357 en 2017 (soit 7,4 % de l'emploi régional), 516 101 au niveau national¹⁰.

Traite humaine et mafia agro-industrielle

Le travail détaché est mis en œuvre par un fabuleux binôme. À notre gauche, les boîtes d'intérim, ou entreprises de travail temporaire (ETT), qui fonctionnent comme des sociétés-écrans localisées à l'étranger, notamment pour se prémunir en cas de plaintes ou contrôles de l'Inspection du travail. Parmi les plus célèbres de ces véroles, Laboral Terra ou Terra Fecundis. Leurs activités semblent pourtant se dérouler sur le sol français, à 99 % selon une enquête judiciaire en cours sur Terra Fecundis. Si même les gendarmes le disent... À notre droite, des exploitants agricoles qui produisent le « manger français » : plus de paperasse, pas de gestion du personnel, il suffit de payer la prestation. Si un smicard français touche 10 euros brut, le travailleur détaché n'en perçoit qu'entre 7 et 7,70 par heure déclarée (et non travaillée bien évidemment). Les exploitants français payent les boîtes d'intérim entre 16 et 17 euros par heure car le jeu en vaut la chandelle en matière de réduction des coûts indirects : cotisations sociales bien inférieures, éco-

nomies en gestion du personnel, heures supplémentaires non majorées, etc. Ciao le stress de l'accident du travail, aucune nécessité de se poser la question de l'hébergement de ces travailleurs sur l'exploitation. Et moins de risque d'organisation collective des travailleurs. « *Le travail est très peu occupé par des sans-papiers en France, contrairement à d'autres pays et à la représentation qu'on s'en fait. En recourant aux ETT, les agro-industriels sont dans un cadre légal, et créent quelque chose d'autorisé. Il faut bien retenir que le cadre est légal, mais pas les pratiques. Le cadre permet d'éviter le contrôle.* »

L'éventuelle collusion entre peste et choléra se questionne à de nombreux endroits. Certains exploitants deviennent eux-mêmes prestataires des boîtes d'intérim en leur louant des bâtiments insalubres ou des préfabriqués dans lesquels les travailleurs détachés logeront contre un loyer exorbitant. Plus questionnant encore, l'exploitation de melons des Bouches-du-Rhône sur laquelle Elio Maldonado, travailleur détaché équatorien, décède de déshydratation en 2011 est gérée par l'époux d'une cadre de Terra Fecundis. Ce genre de coïncidences ébouriffantes, c'est ce qui fait le sel de la vie... et les systèmes mafieux.

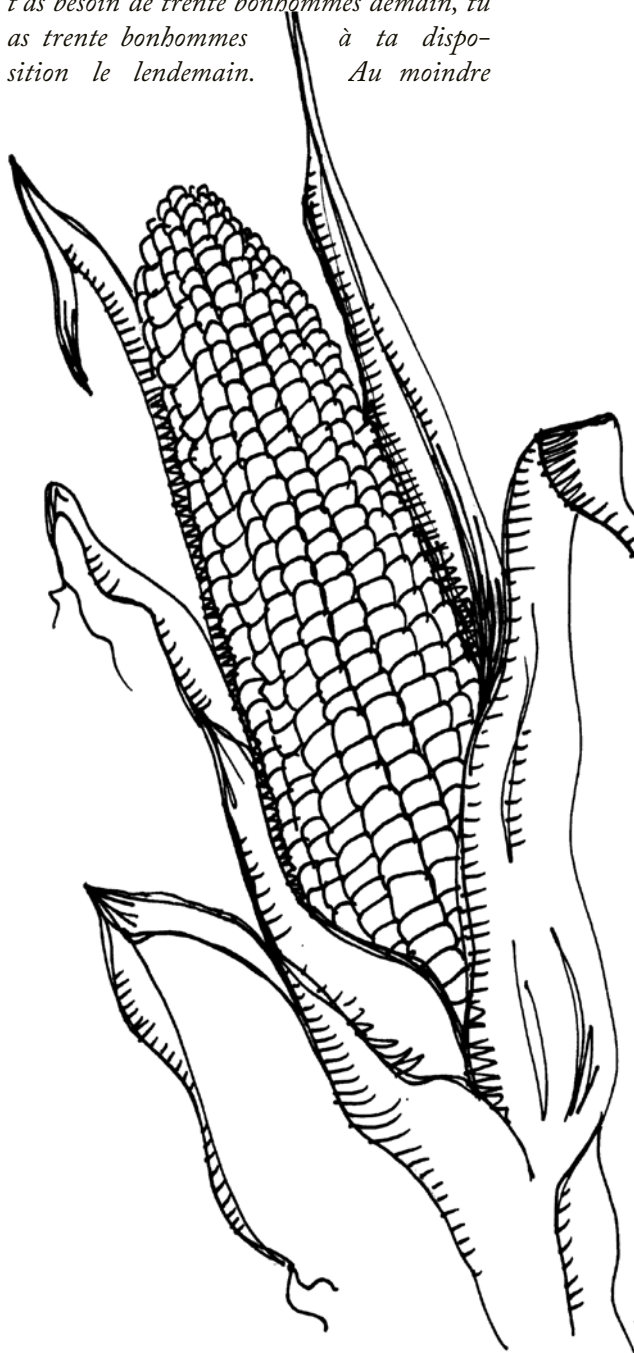
Dans les faits, les ETT acheminent depuis l'Espagne les saisonniers, souvent logés dans des lieux d'hébergement dédiés

10 Hélène SERVEL, « Les nouveaux forçats de la terre », L'Arlésienne, 6 avril 2018.

(et payants bien sur). La majorité de ces travailleurs et travailleuses ont entre 30 et 40 ans, sont sud-américains ou africains et possèdent des titres de séjour temporaire espagnols. « *Les habitats sont des lieux de stockage des gens, les travailleurs détachés sont conduits tous les matins en camionnettes ou minibus de l'ETT plutôt cleans, immatriculés en Espagne, et sont ramenés tous les soirs. Le samedi après-midi, ils les amènent à Arles ou Tarascon dans les supermarchés, et le dimanche ils ne peuvent pas sortir. Ils sont complètement dépendants, leur mobilité est conditionnée à leur boulot. A priori, ça fait partie de la stratégie de l'ETT de séparer lieux de travail et de logement pour qu'en cas de contrôle, ça ne porte que sur le champ.* » La main-d'œuvre est ainsi disponible, et reste sur place pendant des mois voire des années, devant cependant rentrer régulièrement dans son pays d'origine pour formaliser sa situation administrative¹¹.

En pratique, le travail détaché ne donne aucune garantie sur les moments d'embauche, le travailleur est révocable à l'en- vie selon les journées suivant la logique de l'intérim. Des contremaîtres, les *corredores*, assurent le tri chaque matin entre le bon grain et l'ivraie ; si l'on n'a pas besoin de toi ce jour-là parce qu'il pleut ou grêle, si tu as protesté sur tes conditions de travail, si tu ne travailles pas assez vite... tu ne partiras pas bosser, et tu ne seras pas payé pour ces journées à attendre de retourner trimer dans les champs. « *Il y a marqué dans les contrats Terra Fecundis que si tu ne finis pas tes trois premiers mois de contrat, qui n'a pas de durée garantie de travail effectif, on te coupe 200 balles. Et le transport*

retour reste à ta charge. C'est pas légal [...]. Ces gens sont littéralement stockés dans des lieux de distribution de la main-d'œuvre, parce que c'est aussi le principe du détachement. Si t'es un exploitant et que tu dis que t'as besoin de trente bonhommes demain, tu as trente bonhommes à ta disposition le lendemain. Au moindre



11 Les détachés extracommunautaires étant supposément introduits pour une durée de moins de trois mois, ils n'ont pas à solliciter un titre de séjour français.



truc, on leur coupe des ronds. Un sénégalais racontait que dans son cas, un problème de dos avait nécessité d'être emmené à l'hôpital. C'est cinquante euros sur son salaire de coupé, pour le service, pour le fait de l'emmener à l'hôpital situé à dix bornes. »

De toutes les manières ces travailleurs sont rendus captifs : des papiers, de l'employeur, du mouvement... Un terrain plus que favorable aux situations de harcèlement, de menaces, de chantage et d'agressions sexuelles¹². N'hésitons pas à citer les enquêteurs qui ont investigué sur un hébergement de Terra Fecundis à Maillane : « Tous les éléments constitutifs de la traite des êtres humains [...] sont réunis : le recrutement, le transport de l'Espagne vers la France, l'hébergement dans des conditions indignes à des fins d'exploitation par le travail [...], et ce en échange d'une rémunération¹³. »

À qui réserve-t-on ces conditions de travail spécifiques, ce monde salarial dégradé, indignes dans les règles juridiques comme

dans leur application factuelle ? À des travailleurs migrants. Ce sont bien ces étrangers précaires qui sont « désirés » par les agro-industriels, car peu d'autres situations que la leur feraient accepter ces conditions de turbin. Le travailleur « local » dont les exploitants agricoles regrettent si fort le manque de volonté, de courage ou de fiabilité est surtout plus libre de refuser ce servage¹⁴. « *Ce qui ressort de plus en plus dans les affaires juridiques du moment, c'est le caractère discriminatoire et raciste qu'il faut arrêter de mettre de côté. C'est le fondement de faire employer des gens qui sont travailleurs migrants en France [...]. Pendant tous ces mois de Covid où il y a eu une forme de lyrisme sur le besoin de main-d'œuvre, t'as pas eu de mise en lumière de cette précarisation spécifique [...]. On serait tous au même niveau à créer de la nourriture pour la France, c'est un peu ça qui était dit. Ce discours participe à lisser le caractère discriminatoire, l'aspect d'autorité... Y'a un racisme de fou dans le monde agricole [...] dont on ne parle jamais.* » Ce qui se retrouve aussi dans les organisations hiérarchiques sur l'exploitation, où

12 Marie ASTIER, « Travailleuses détachées dans l'agriculture, elles racontent leur calvaire en France », *Reporterre*, janvier 2020.

13 Amélie POINSSOT et Mathilde MATHIEU, « Terra Fecundis : l'exploitation de travailleurs en bande organisée visé par la justice », *Mediapart*, 17 juillet 2020.

14 E. B., « La violation des droits est le fruit d'un accord tacite avec l'État », *L'Arlésienne*, 17 octobre 2020.

les tâches à réaliser sont réparties selon l'origine ou le genre. Une autre balle dans le genou de la solidarité entre travailleurs, au cas où.

L'État cogère la misère

On pourrait minorer le problème en se disant que ces situations ne sont le fait que de quelques agriculteurs intensifs bas du front, racistes parce que campagnards, exploités car âpres au gain. Il apparaît pourtant clairement qu'il s'agit d'un système, où la violation des droits des travailleurs étrangers est tacitement acceptée par l'État, droit dans ses bottes aux côtés de la FNSEA pour maintenir leur vulnérabilité¹⁵. Le seul levier sur lequel il est possible de jouer pour rester compétitif face à la production de fruits et légumes de l'Espagne et du Maroc, c'est le coût du travail. Ce qui n'est pas rien, puisque dans ce domaine agricole

précis, la main-d'œuvre représente 50 % des coûts de production. Pour cela, des salariés malléables sont nécessaires, de la main-d'œuvre étrangère que l'État et le patronat introduisent en bonne entente sur le territoire par le biais de ces statuts de merde.

Ainsi, le gouvernement adopte pendant le confinement la loi d'urgence du 20 mai 2020 permettant le franchissement des frontières en raison « d'un motif économique impérieux, en particulier les travailleurs saisonniers agricoles ». Il y en avait pourtant du confiné local en mal de grand air inscrit sur cette fameuse plateforme. Las, ce que voulaient l'État et la FNSEA, c'était bien d'assurer la continuité de l'approvisionnement en force de travail étrangère.

D'autres acteurs de l'État participent au maintien de cet état de sujétion. Après la mort d'Elio Maldonado en 2011, la préfecture des Bouches-du-Rhône n'a pas interdit à Terra Fecundis de fonctionner

¹⁵ Une énième expression de cette fameuse cogestion de l'agriculture héritée de l'après-guerre.





bien qu'un processus pénal ait été engagé et que de nombreux autres signalements aient été réalisés. Si certains services comme l'Inspection du travail, la MSA ou la Direccte peuvent parfois s'apparenter à des alliés pour le Codetras, ils sont globalement désavoués et sans moyens. L'Inspection du travail n'a par exemple pas de poids pour réaliser des contrôles efficaces et réguliers, qui ne trouveront de toute façon que peu d'écho devant les tribunaux¹⁶.

À noter que pendant la crise, il a été plus difficile pour les institutions de fermer les yeux devant la mise en lumière par différents médias des conditions de vie dégueulasses des travailleurs détachés, et que des contrôles de l'Inspection du travail ont poussé la préfecture à prendre des arrêtés de fermeture administrative de locaux d'hébergement. Qui bien évidemment, n'ont pas été appliqués.

Et... ?

Devant ce tableau relativement peu brillant se pose alors la question des perspectives.

On peut déjà célébrer la détermination de travailleuses, travailleurs ou organisations collectives à mener des combats judiciaires, puisqu'en 2020, différentes plaintes ont abouti à la condamnation d'ETT. Safor Temporis a été condamnée à 75 000 euros d'amende, au versement à la MSA de 6,3 millions d'euros pour des cotisations sociales dues en France et son dirigeant a pris 18 mois de taule avec sursis. Laboral Terra a été

condamnée pour manquement aux obligations légales en matière de respect de salaire minimum, retenues frauduleuses sur salaire et tellement d'autres... Et dans cette affaire, la responsabilité solidaire de huit entreprises françaises a été reconnue pour la première fois. Une faille dans le principe des ETT-sociétés écrans ? Du 17 au 21 mai 2021 a eu lieu le procès de Terra Fecundis pour, entre autres, 112 millions d'euros qui auraient échappé à la Sécurité sociale. Cette entreprise est déjà liée au procès en appel qui vise l'EARL Les Sources pour l'homicide involontaire d'Elio Maldonado.

On peut se réjouir, sans pour autant se leurrer sur le fait que la voie judiciaire ne changera rien au système agro-industriel qui ne peut fonctionner aujourd'hui que par le biais de ce minerai humain. Que le système rend quasiment impossible l'organisation des premiers concernés pour défendre leurs droits devant les tribunaux. Et que la justice peine à aborder le sujet par le biais de la traite humaine, qui n'a définitivement rien à voir avec des situations de travail problématiques ou de la fraude sociale.

Le Codetras écope l'océan, mais il écope vaillamment pour « *contrecarrer l'offensive du capitalisme mondialisé dans le champ de la déréglementation du travail en visant l'abolition du statut de travail saisonnier pour les emplois de durée supérieure à trois mois.* » S'il peut se targuer de belles réussites en matière d'organisation et de collaboration, tout le monde semble bien d'accord sur le fait qu'il ne s'agisse pas vraiment d'un front révolutionnaire. Comme dit l'un de ses éminents membres : « *Mais bon, si y'a une saloperie, il faut la dénoncer, puis continuer à dénoncer celle d'après.* »

16 « Procès de Terra Fecundis, ou la fictivité du droit dans le monde agricole », Tract CGT-TEFP des Bouches-du-Rhône, mai 2021.





Certain·es travailleur·se·s détaché·es finissent par arriver à s'installer et à s'organiser entre eux, comme c'est le cas à Beaucaire ou autour de Salaize, montent leurs propres boîtes de boulots agricoles ou se filent la main en cas de coup dur ; pas grand-chose en soi, mais déjà un détournement de la logique du travail détaché.

Le mot de la fin sera celui du Gisti¹⁷ : « *On ne le dira jamais assez, la frontière fonctionne souvent moins comme un véritable mur que comme un filtre néolibéral qui permet, d'une part, d'adapter les mobilités aux besoins et aux temporalités productives et, d'autre part, de précariser l'existence des migrant·e·s, afin de les soumettre à des conditions de travail indignes*¹⁸. »

Alors, plus qu'hier, moins que demain, feu aux frontières !¹⁹

Si le sujet vous intéresse, suivez le site du Codetras qui recense tout ce qui sort sur le sujet. Force aux travailleurs et travailleuses des champs.

Bobby
Illustrations de Célia
Photos de Eric Bessati et Marie-
Océane Dubois



17 Groupe d'information et de soutien des immigré·e·s

18 « Covid partout, justice nulle part », *Plein droit* n°127, décembre 2020.

19 Qu'on ne dise plus que *Nunatak* ne propose jamais rien.



Rendu du procès Terra Fecundis

Le tribunal correctionnel de Marseille a rendu son verdict le 8 juillet 2021 sur les pratiques de Terra Fecundis – aujourd’hui renommée « Work for All » – entre 2012 et 2015, suite à une enquête judiciaire de plus de dix ans pour des accusations de marchandage, de travail dissimulé et d’opération illégale de fourniture de main-d’œuvre, le tout en bande organisée :

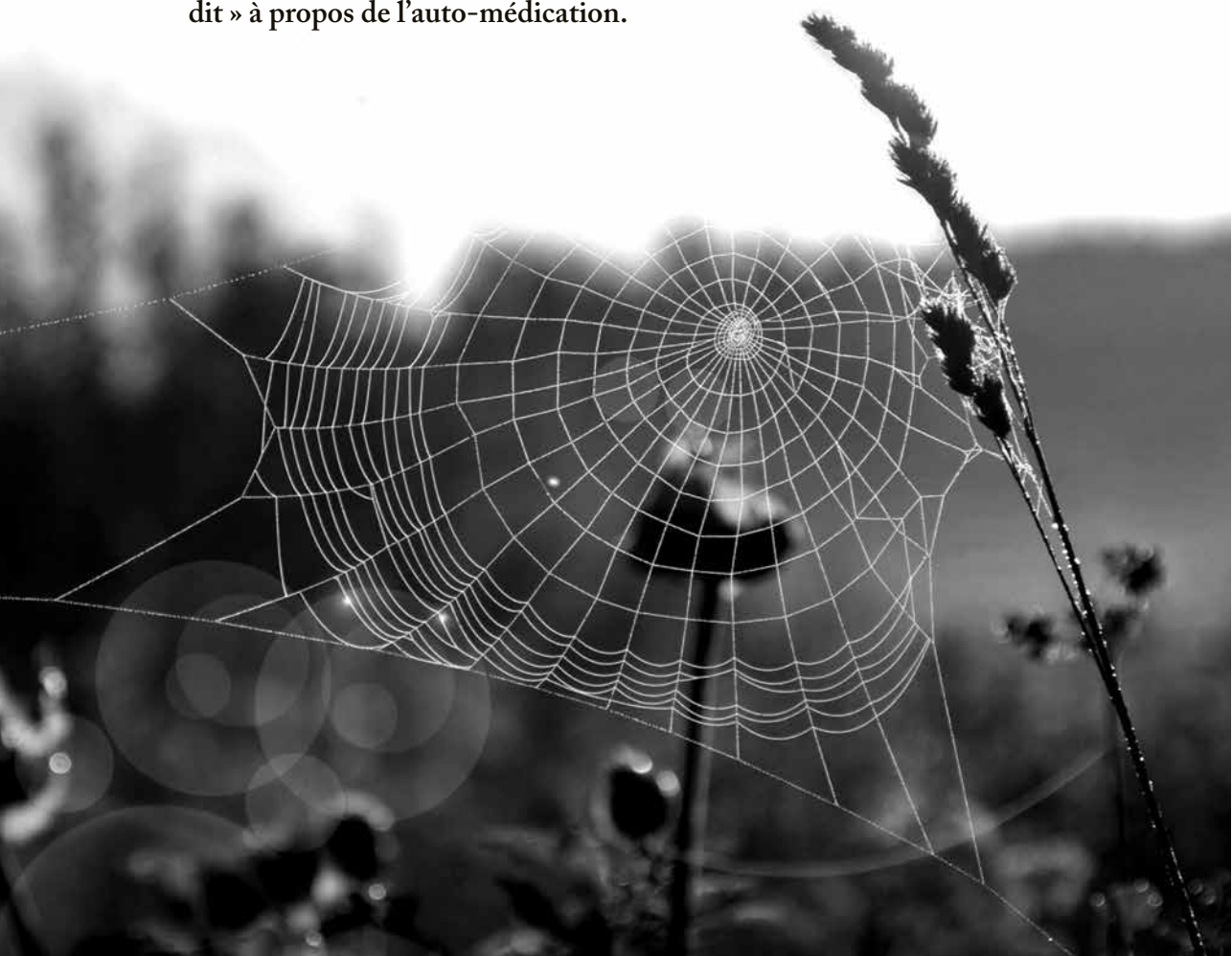
- Terra Fecundis s’est vue interdire définitivement l’exercice de travail temporaire en France. L’entreprise a été condamnée à 500 000 euros d’amende, soit le maximum prévu par la loi.
- Trois dirigeants de la société ont été condamnés chacun à quatre ans de prison avec sursis et à 100 000 euros d’amende.
- La société de transport Terra Bus et quatre complices ont également été condamnés à de la prison avec sursis et des amendes allant de 5 000 à 200 000 euros.

Les médias parlent d’un rendu exemplaire et ferme, d’un jugement qui fera date. Il reste pourtant un paquet d’insatisfactions face à la décision des juges. Cette condamnation ne concerne que Terra Fecundis sans inclure les entreprises agricoles qui ont eu recours à ces travailleurs (89 auditionnées). L’enquête démontre pourtant la responsabilité directe de certains de ces employeurs dans la mise en place de conditions de travail dégradantes et inhumaines. Et quitte à se répéter, la question de la traite humaine n’a pas été retenue pour le procès alors qu’elle est au cœur de ce système d’exploitation.

PIQÛRES ET MORSURES

RAPIDE RECENSION DE DIVERS VENIMEUX, ET DES ATTITUDES À ADOPTER EN CAS D'ANICROCHE

Vous craignez les attaques impromptues des bestioles volantes ou rampantes ? Le texte qui suit revient sur ces peurs ancrées dans l'imaginaire collectif. Au-delà même des critères de reconnaissance, *Piqûres et morsures* contrecarre certaines idées reçues sur la dangerosité de quelques petites bêtes ou sur les remèdes existants, et vient nuancer certains « on-dit » à propos de l'auto-médication.



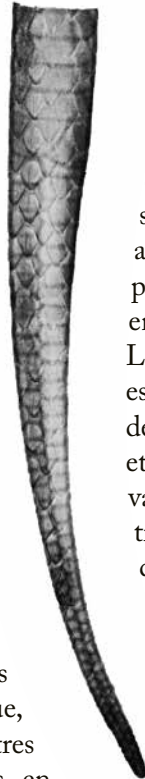
Un grand nombre d'êtres vivants sont parés des pires affres dans l'imaginaire populaire, sans que ni leurs mœurs, ni les contextes de ces agressions violentes et lâches ne soient réellement connus sans leur cortège de peurs. Du fait de leur probable propension à piquer et mordre, ils furent rapidement relégués au chapitre obscur du vivant, celui-là où la nature se fait froide comme le serpent et fourbe comme la scolopendre, ne justifiant leur existence que dans la bassesse et les coups bas qu'ils nous renvoient. Quelques propositions suivent ici afin de défaire les appréhensions que leur aperçu furtif procure, en quelques anecdotes pratiques, et bases biologiques.

L'emprise géographique ici retenue est française, mais les espèces citées se rencontrent également en Belgique, en Suisse, ou au Luxembourg. D'autres espèces sont par contre présentes en Espagne et en Italie, comme la vipère de Pélaste.

Les serpents

Autant l'annoncer tout de suite : les envenimations mortelles dues aux serpents sont excessivement rares. Le centre anti-poison de Marseille cite trois décès entre 1996 et 2008, pour 174 cas de morsure. Aucun cas de décès n'a été relevé en Suisse depuis plus de trente ans. Il faudrait retenir une moyenne annuelle de moins d'un cas mortel en France.

QUEUE DE COULEUVRE (GRANDE)



Les espèces potentiellement incriminées dans les envenimations sont au nombre de cinq¹, tandis que sept couleuvres inoffensives (sans compter les sous-espèces) peuvent être observées en France.

Plusieurs critères peuvent être mobilisés pour identifier, si ce n'est l'espèce, au moins la famille du serpent rencontré, en mobilisant des caractéristiques simples et aisément partageables. Ces critères peuvent être descriptifs ou d'ordre environnemental.

La répartition des serpents est bien connue à l'échelle de régions bioclimatiques et ils occupent une grande variété de milieux. On les trouve depuis le niveau de la mer jusqu'à plus de 3 000 mètres d'altitude pour la vipère aspic.

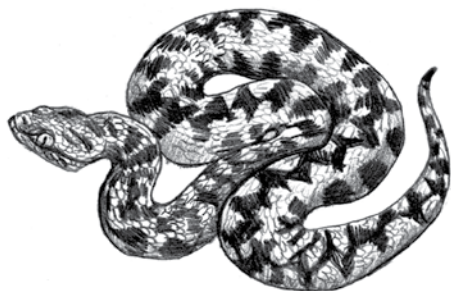
Bien qu'il s'agisse d'animaux poïkilotherme (à sang « froid »), on ne les trouve pas uniquement aux endroits bien exposés au soleil. Les habitats de prédilection varient selon les espèces, peu de traits communs peuvent être soulignés. Les vipères rechignent à rentrer dans l'eau, à la rigueur dans des eaux très superficielles (ruisseaux, oueds, flaques), tandis que certaines couleuvres ont

QUEUE DE VIPÈRE (PETITE)



1 Concernant la couleuvre de Montpellier, l'inoculation de son venin neurotoxique demeure assez ardue. La bête dispose de crochets fixes situés à l'arrière des maxillaires supérieurs, il s'agira donc, pour se faire piquer, d'introduire un doigt au fond de sa gorge ! Avis aux explorateurs.

ESPÈCES VENIMEUSES



VIPÈRE ASPIC



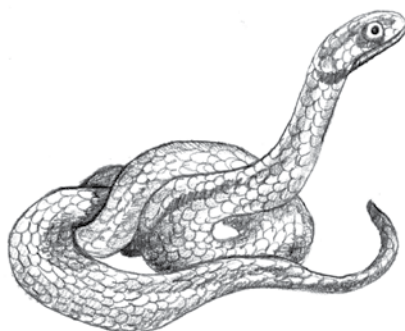
VIPÈRE PLEIADE



VIPÈRE D'ORSINI



VIPÈRE DE SOANE



COULEUVRE DE MONTPELLIER

← INOCULATION ARDUE CAR
SES CROCHETS SONT AU FOND
DE SA GORGE...

un comportement pleinement aquatique (couleuvre à collier, couleuvre vipérine). Un serpent nageant à la surface d'un lac, ou observé complètement immergé, est très probablement une couleuvre. Les habitudes comportementales varient par contre beaucoup. Les vipères sont assez peu mobiles, souvent moins d'une dizaine de mètres parcourus par jour.

Elles recherchent la combinaison idéale permettant de bénéficier à peu de frais du gîte et du couvert, à savoir des milieux riches en proies et présentant des abris. Ainsi, la rencontre fortuite avec une vipère se fera souvent près d'un roncier ou d'un muret où l'animal à l'affût s'assure une fuite aisée. Les couleuvres sont plus mobiles, pouvant ajouter au comporte-

ment de prédation l'arpentage des limites de leur territoire.

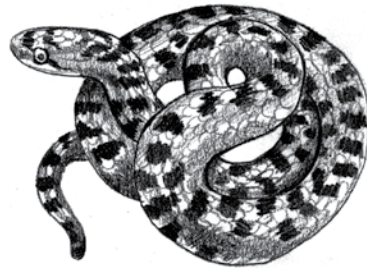
Les serpents peuvent donc être observés quasiment partout, à l'exception peut-être des zones très urbanisées, au sein des cultures intensives ou des forêts matures ;

il faut toutefois avoir à l'esprit que les lisières de ces milieux avec d'autres présentent très souvent des critères favorables à leur présence, comme les haies des paysages bocagers, les layons des

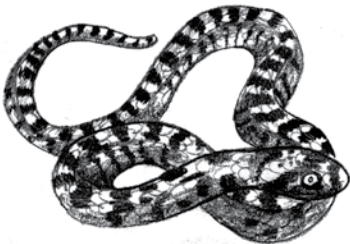
ESPÈCES INOFFENSIVES



CORONELLE LISSE



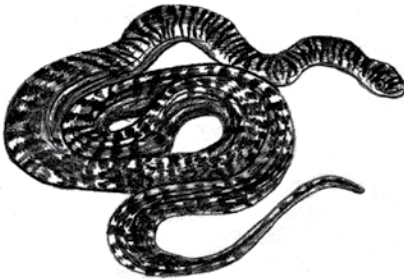
CORONELLE GIRONDINE



COULEUVRE À ÉCHELONS



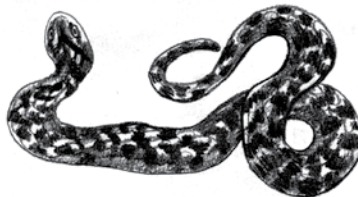
COULEUVRE HELVÉTIQUE



COULEUVRE VERTE ET JAUNE



COULEUVRE D'ESCULAPE



COULEUVRE VIPÉRINE

coupes forestières, les friches agricoles ou urbaines par exemple.

Comment (ne pas) se faire mordre ?

Il est frappant de remarquer que chez les adultes, la majorité des piqûres² sont réalisées à la main, témoignant d'une volonté d'attraper l'animal, ou plus rarement d'une situation particulièrement malheureuse car à la probabilité quasi nulle (une vipère dans son sac de pique-nique ou dans un bouquet de persil).

Quand il ne s'agit pas de la main, c'est principalement le pied qui est atteint ; là encore, il peut s'agir d'un geste hasardeux (mettre le pied sur le serpent), ou volontaire (tenter de l'écraser).

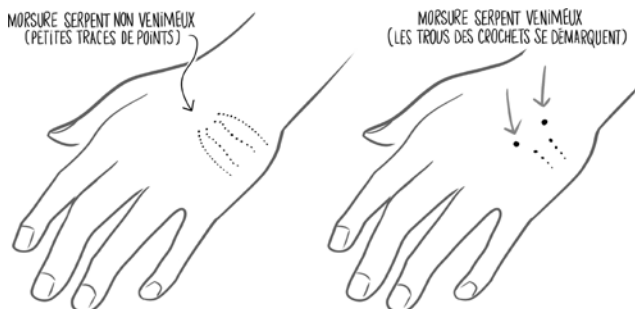
Les périodes où on les rencontre principalement s'étalent d'avril à septembre, en journée, mais pas les jours les plus chauds. Dans le Valais suisse, on note également que sur 99 cas de morsures, la plus tardive survient à 21h30 ; s'il fallait encore se rassurer, les vipères ne mordent donc pas la nuit (ou du moins, on les cherche moins).

Les serpents sont sourds, mais perçoivent les vibrations du sol ; un pas lourd et marqué aura tendance à les faire fuir avant que l'on puisse les apercevoir. Si malgré cela le serpent n'a pas bougé et que l'on se défend de l'approcher de la main, des chaussures montantes, voire un pantalon à tissu épais, seront suffisants pour mettre

une distance raisonnable entre votre peau grêle et leurs crochets.

Les morsures sont donc rares, et si leurs dangers sont aujourd'hui relatifs (sans traitement, 4% sont fatales), il n'en demeure pas moins qu'un protocole décrit morsures et symptômes, graduant ainsi la prise en charge de la personne mordue et piquée.

Cette prise en charge débute au repérage de traces de crochets, il convient donc de



pouvoir les identifier facilement. Elles peuvent être uniques ou au nombre de deux, mais jamais supérieures.

De manière générale, **il ne faut réaliser ni aspiration, ni succion, ni cautérisation ou incision, pas plus que de garrot ou de tourniquet, ne pas administrer de corticoïdes ou d'héparines et ne pas ingérer de substance tachycardisante (café, alcool, amphétamines, etc).** Nul besoin de tuer le serpent, mais noter éventuellement des critères discriminants, ou prendre une photo. On peut mettre la personne au repos, l'allonger, enlever les garrots potentiels (bagues, bracelets), désinfecter la morsure, réaliser un bandage non compressif avant de mettre en branle la prise en charge médicale, à savoir appeler le Samu. S'il faut bien sûr ne pas prendre à la légère ces situations,

2 Précisions sémantiques : une morsure concerne un pincement de la peau (donc sans injection de venin), une piqûre une pénétration des crochets, avec ou sans inoculation de venin (dans ce cas, on parle de morsure blanche, de l'ordre du tiers des piqûres), tandis que l'envenimation décrit une situation symptomatique consécutive à une injection du venin.

V VIPÈRE

J'AI
LES
CROCS!

PUPILLE
VERTICALE

PETITES
ÉCAILLES

GRANDES
ÉCAILLES

PUPILLE
RONDE

COULEUVRE

C



il vaut mieux rester calme ; un certain nombre de personnes ne consultent leur médecin que 24 heures à 72 heures après avoir été mordues, en raison de jambes enflées. À savoir, si (rayer les mentions inutiles) on est alcoolisé, on est un enfant, on est vieux, on est malade d'autre chose (diabète, tuberculose), on est enceinte, ou le serpent nous a mordu au cou ou à la tête, le diagnostic peut être différent ; vite, appeler le Samu.

Comprendre ce qui arrive

Les vipères européennes disposent de différents venins cependant assez semblables ; ils sont constitués de protéines qui agissent comme enzyme ou comme ligand (se lie à une autre protéine). Une fois injecté (c'est-à-dire morsure suivie de piqure), il défait les cellules, les tissus sous-cutanés, les tendons et les muscles, entraînant une douleur assez vive et une inflammation (rougeur, enflure). S'il entre dans la circulation sanguine ou lymphatique, il agit sur les parois des vaisseaux, entraînant des œdèmes au niveau des membres proches de la piqure, voire une enflure de l'ensemble du corps. On note également à ce moment que le sang s'écoule dans les muscles, causant une anémie ; si le venin agit sur la coagulation, il peut aussi aggraver les saignements. Un choc anaphylactique peut également survenir, il est potentiellement mortel : il s'agit de réactions entre les cellules immunitaires et les protéines du venin, ne survenant cependant qu'en cas de piqures antérieures. Le sérum antivenimeux utilisé actuellement évacue le risque de choc anaphylactique par l'utilisation de fragments d'anticorps, n'ayant plus les effets allergisants des anciennes préparations d'origine animale.

Dans certaines régions méridionales où est présente la sous-espèce *Vipera aspis zinnikeri*, s'ajoutent des signes de neurotoxicité.

À propos de la lavande aspic

Ce qui est rapporté ci-dessus déconseille absolument de tenter de se soigner soi-même en cas de morsure de vipère avérée. Au-delà des aspiénins, d'autres supposés remèdes peuvent parfois être évoqués. Ainsi, il est courant de trouver dans diverses publications récentes, la mention d'un usage de la lavande aspic comme antivenimeux ; cet usage peut être contemporain, souvent dans les préconisations associées aux huiles essentielles, ou se référer à des pratiques anciennes. Quoiqu'il en soit, si une lavande a pu être associée à une action antivenimeuse, ce serait a priori avec la lavande vraie, et en application sur des animaux. Et même si la confusion entre les deux espèces est possible, citer ici la lavande aspic relève très certainement d'une étourderie étymologique. Ainsi, si elle se fait désigner de la sorte, c'est bien plus à rechercher du côté du latin *spicum*, épi, que d'un prétendu effet contre la vipère du même nom. La lavande aspic est ainsi désignée par l'organisation de ses fleurs en épis, et non en raison d'une propriété antivenimeuse, inspirée peut-être par l'action efficace de la plante sur les irritations superficielles, voire symptomatiques (dont les piqures d'insectes). Le rajout vernaculaire du préfixe « a » est à rapprocher soit d'une transpiration de la forme savante dans la langue occitane pour désigner la plante (percolant ensuite dans le français vernaculaire), soit d'un rapprochement phénotypique avec le serpent, dont la forme des feuilles lancéolées peuvent le rappeler. C'est donc sans doute fortuite-



ment que la grande lavande, autre nom de l'aspic, se pare du surnom populaire du serpent dans les régions méridionales, sans lien avéré avec un quelconque effet sur les morsures de ce dernier. La vipérine commune, *Echium vulgare*, fut parée des mêmes propriétés antivenimeuses, du fait d'une vague ressemblance de ses graines avec une tête de vipère. Sa consommation était même encouragée pour éviter la rencontre avec les reptiles.

Araignées, scorpions, abeilles et scolopendres

Scorpions et serpents ne sont pas grand-chose vis-à-vis des guêpes et autres butineuses. On compte chaque année en France une quinzaine de morts suite aux piqûres d'**abeilles, guêpes ou frelons**, souvent liées à des complications allergiques. Lorsque l'on évoque les abeilles, on parle d'un millier d'espèces connues en France (dont les bourdons), toutes n'étant pas venimeuses, ou ne permettant pas l'injection de venin. On retiendra ici principalement la plus identifiée et couramment reconnue, *Apis mellifera*. Comme l'ensemble des abeilles venimeuses, le venin n'a qu'une action défensive. Agressée, elle ne s'embarrasse pas de diplomatie, vient au contact et pique. Son dard harponné reste fiché dans la peau et entraîne la mort de l'insecte lorsque lorsqu'il tente de s'extirper, arrachant alors ses viscères qui se déversent sur le derme endolori de l'imprudent agresseur. Si elle se défend d'un autre animal à l'enveloppe plus tendre, elle ne meurt pas systématiquement. Collectiviste par essence, l'action défensive de l'animal s'accompagne d'un appel hormonal, rameutant dès lors les camarades butinant à proximité. C'est alors que l'on se retrouve avec une nuée

de butineurs kamikazes, où la solution classique pour s'en sortir reste sans doute la meilleure, à savoir courir vite en zigzag afin de les perdre, ou descendre rapidement en rappel, si la rencontre se produit sur une falaise – c'est assez courant. Sur un arbre ou sans corde, bon courage.

Si l'abeille reste pour nous une ouvrière facétieuse, la guêpe (la guêpe ici considérée correspond au genre des *Vespula*, et précisément *Vespula germanica*) et le frelon (genre des *Vespula* également) demeurent des hyménoptères honnis. Guêpes et frelons piquent également de manière défensive, mais ayant un dard plus lisse, ils ne s'éventrent pas après avoir piqué, et peuvent donc le faire plusieurs fois. Le frelon asiatique ne représente pas plus de risque que le frelon européen.

Il semble incertain de se prémunir des piqûres de ces insectes, si ce n'est en ne s'approchant pas des nids, et en ne multipliant pas les bravades en cas de rencontre imprévue. Piqué, on peut cependant retenir les informations qui vont suivre.

– Chez l'abeille, le dard reste fiché dans la peau mais également les glandes à venin ; celles-ci continuent à en injecter par contractions réflexes pendant une trentaine de secondes. Il faut donc s'efforcer de retirer, sans compression, le dard et structures associées (les glandes autour du sac à venin), pendant que l'abeille à vos pieds trépidants expire son dernier bourdonnement.

– Le venin des hyménoptères est thermolabile, à savoir qu'il se dégrade par exposition à la chaleur. Briquet, cigarette, pot d'échappement de la tronçonneuse, tous les moyens sont bons, mais pas la peine de se brûler. L'exposition à la chaleur est de l'ordre de la minute. Le choc thermique sera accentué par l'application ensuite, sur

la piqûre, d'un objet froid pendant cinq minutes.

– Si la piqûre se situe dans une muqueuse ou au niveau de l'œil, la diffusion rapide du venin amènera au développement d'un œdème important, particulièrement problématique si la piqûre se situe dans la bouche ; l'œdème pouvant ainsi obstruer les voies respiratoires, et amener à l'étouffement. Certains auteurs conseillent, avant une prise en charge médicale, de sucer un glaçon.

– Le nombre de piqûres, leur emplacement ou une allergie au venin peuvent amener à un choc anaphylactique (voir la partie sur les vipères) ; il convient donc d'être au courant d'une sensibilité notable (par la mémoire d'une piqûre passée et du développement symptomatique) et particulièrement attentif chez les enfants et les personnes nouvellement exposées.

– L'allergie au venin d'hyménoptère se déclare après une première piqûre. La réaction s'accroît à chaque exposition au venin. Le traitement curatif employé est l'injection d'adrénaline, disponible en kit d'auto-injection. On estime que 0,8 % de la population est allergique, la plupart l'ignorant avant une première piqûre. Cette proportion augmente avec l'âge. La désensibilisation est souvent conseillée (immunothérapie).

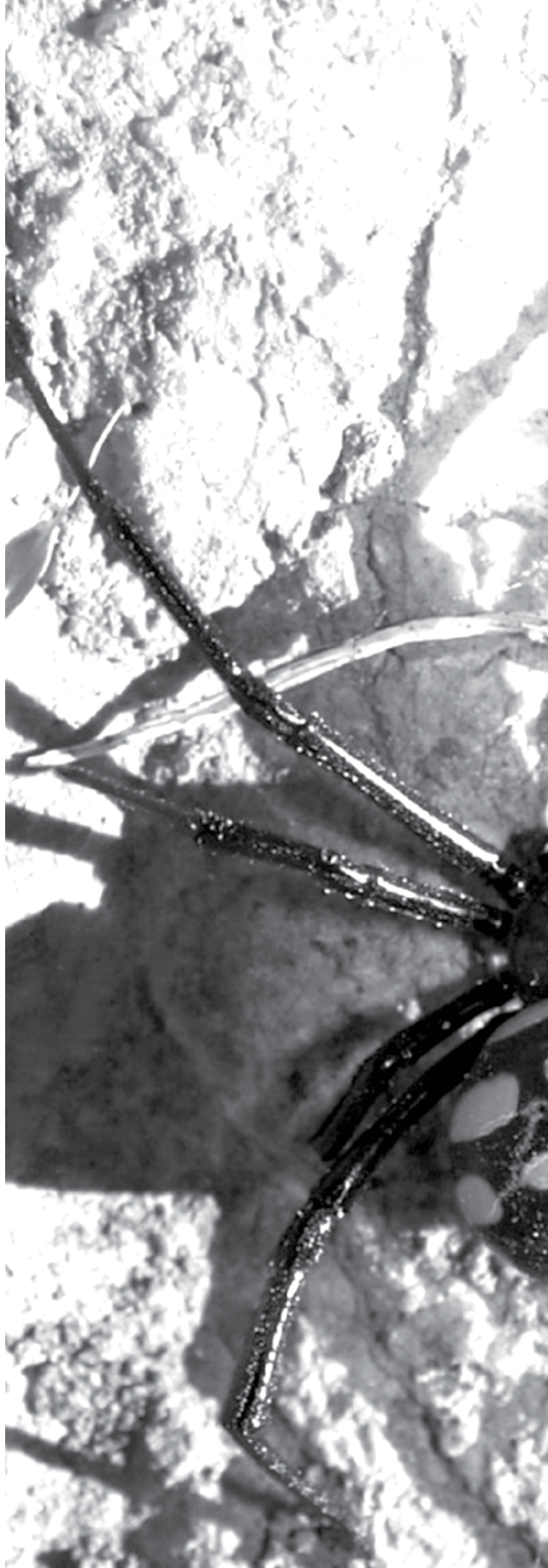
– En cas de piqûres multiples, le syndrome toxique, potentiellement létal, est à considérer à partir de 50 piqûres, tous hyménoptères confondus. Il est particulièrement à craindre chez les enfants (rapport au poids de l'individu piqué).

Si la situation et le tableau clinique sont préoccupants (piqûres multiples, symptômes allergiques, etc.), une consultation médicale rapide est nécessaire. Les venins d'hyménoptère sont des mélanges de

protéines toxiques et d'enzymes. Ils ont des cibles diverses : ils peuvent affecter le métabolisme, le système endocrinien ou le système nerveux.

Chez les araignées, il n'existe guère que deux espèces qui puissent poser problème par ici, malgré ce qu'on en dit. Les causes de l'aversion pour les arachnides sont plus certainement à rechercher dans les capacités ubiquitaires de ces animaux, capables de s'installer dans les recoins les plus artificialisés de nos quotidiens. On compte aujourd'hui plus de 1 500 espèces en France, dont la grande majorité possède des glandes à venin. Une très faible part de ces venins peuvent réagir sur un organisme humain (0,04 % sur l'ensemble des araignées connues dans le monde). Lors des rares rencontres, elles n'ont pas de comportement agressif à notre égard, et poussées à l'attaque, elles se heurteront à l'épaisseur de nos épidermes, impénétrables par leurs frêles chélicères. Les deux espèces dont on peut se méfier sont la malmignatte (également appelée veuve noire méditerranéenne), et une araignée violoniste, ou recluse. Précisons tout de même que certains services hospitaliers suggèrent de se méfier d'une autre espèce autochtone, sans cas clinique documenté, la ségestrie florentine, induisant potentiellement des paralysies de type curarisation.

Présente sur le pourtour méditerranéen, la recluse peut se rencontrer dans les habitations – bien que ce ne soit pas son habitat de prédilection – et tire son nom vernaculaire de ses habitudes taciturnes. Elle est petite (corps de moins d'un centimètre), de coloration brune, et comme les autres araignées violonistes, son céphalothorax aurait la forme de l'instrument en question. Elle tisse une petite toile irrégulière,



fuit la lumière et se déplace au sol. Les morsures avérées arrivent lorsque l'araignée est coincée contre la peau (pantalon, draps) et qu'elle est en contact avec une zone suffisamment souple de l'épiderme. Les périodes chaudes seraient susceptibles d'augmenter la toxicité du venin. Une réaction inflammatoire peut survenir, parfois suivie de fièvre et plus rarement de lésions cutanées allant jusqu'à des nécroses d'une dizaine de centimètres. S'il n'y a qu'une réaction inflammatoire, elle disparaîtra en deux à trois jours ; en cas de lésion cutanée, sans complication, une simple désinfection de la plaie permet de résorber la plaie en moins d'un mois. Les autres symptômes seront traités indépendamment. Si par contre la situation évolue vers une nécrose étendue de la zone touchée (concerne moins de 10% des cas diagnostiqués), la guérison du *loxoscelisme* sera plus lente, pouvant même aller jusqu'à une greffe de la peau.

La malmignatte³ demeure inféodée aux milieux naturels méditerranéens, et exclusivement à ceux non arborés et d'aspect steppique. Elle aurait également été observée en Vendée, et dans le Morbihan. Petite, la femelle mesure 1,5 centimètre, tandis que le mâle ne dépasse pas 0,5 centimètre. Son corps est noir, parsemé d'un nombre variable de taches rouges sur l'abdomen, dont une systématiquement présente en-dessous (ces taches peuvent être plus claires chez le mâle). Elle construit une toile au niveau du sol. C'est la vibration de ces toiles qui amène l'araignée à

sortir de son abri, et mordre l'éventuelle proie. À l'instar de la recluse, le venin des populations les plus septentrionales serait moins dangereux. Les morsures constatées se font donc principalement lors de manipulations au niveau du sol. Elles sont indolores, et ne se révèlent que lorsque les effets neurotoxiques du venin se font sentir : maux de ventre et contractures musculaires (deux à quatre heures après la morsure), difficulté à respirer, angoisse, troubles psychiques avec hallucinations et confusions, maux de tête, suées et nausées. Un traitement à base de calcium peut être administré, ainsi qu'un relaxant musculaire. Un sérum antivenimeux existe également. La récupération du *latrodectisme* – c'est le nom dédié à cette pathologie – est lente (douleurs persistant plusieurs semaines), mais l'évolution est habituellement spontanément favorable. On compte cependant un décès pour 200 cas cliniques (ne comptant donc que les personnes admises au sein des services hospitaliers).

En cas de morsure, l'identification de l'araignée peut faciliter grandement le diagnostic à venir, ainsi que la localisation de la morsure. Une désinfection de la plaie est également nécessaire. Au-delà d'une réaction inflammatoire, le développement de symptômes décrits ci-dessus implique une consultation médicale. Moins documentés que pour les morsures de serpents ou d'hyménoptères, l'âge et la condition des personnes atteintes sont très certainement à prendre en compte.

On compte cinq espèces de **scorpions** en France. Si plusieurs disposent d'un venin, une seule espèce peut effectivement piquer (c'est la même histoire que chez les araignées, à savoir la difficulté pour l'aiguillon

3 Espèce à l'influence culturelle peu soupçonnée, notamment dans l'apparition de la tarentelle. Voir à ce sujet Alèssi DELL'UMBRIA, *Tarantella ! Possession et déposssession dans l'ex-royaume de Naples*, L'œil d'or, Paris, 2016.

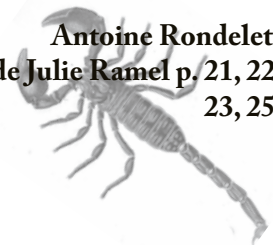
à traverser le derme), mais n'est réellement dangereuse qu'en cas de prédispositions cliniques, ou selon le positionnement de la piqure. Il s'agit du scorpion languedocien, *Buthus occitanus*, principalement présent sur la façade méditerranéenne, et qui en plus d'être le seul venimeux, est également le plus massif, jusqu'à plus de huit centimètres. Tout comme les autres invertébrés cités précédemment, pour se faire piquer, il faut souvent le chercher. Le scorpion languedocien, ou scorpion jaune, ne se trouve, à la différence d'autres espèces inoffensives, qu'en milieu naturel, bien qu'il puisse s'aventurer fortuitement dans les constructions peu artificialisées (typiquement construction en pierres sèches dans la garrigue). Là encore, peu de cas sont documentés sur les piqûres, mais il semble admis qu'elles ne puissent être problématiques que sur des enfants ou des personnes présentant une sensibilité particulière, à l'image des hyménoptères ; et qui plus est, la plupart des rares cas de piqûres le sont suite à des manipulations volontaires. Les conseils glanés ça et là recommanderont donc de désinfecter la plaie, de la refroidir, éventuellement de prendre un antalgique (le venin est différemment considéré selon les sources, soit thermolabile, soit thermostable). Si quelque chose semble se passer, notamment chez des personnes dites fragiles, consultez !

Autre animal des milieux naturels méditerranéens, **la scolopendre ceinturée**, *Scolopendra cingulata*, surprend celui qui la découvre par sa vivacité et sa taille. De la classe des chilopodes, les « mille pattes », elle n'en possède que vingt et une, peut être d'une taille remarquable de plus de dix centimètres, et de couleur variable, souvent brun ocre, avec une

bande plus sombre entre chaque segment. La première paire de pattes forme de puissants crochets, les forcipules, contenant des glandes à venin dont elle se sert pour chasser, principalement la nuit (au menu, surtout des invertébrés, mais également de jeunes lézards ou micromammifères). Elle s'en sert également pour se défendre, capable dès lors de multiplier les attaques rapides, jusqu'à cinq à dix fois successivement. C'est souvent la morsure des forcipules plutôt que l'injection de venin qui est douloureuse. Cependant, il peut être ressenti ensuite une vive brûlure, accompagnée d'enflures et de ganglions, parfois de fièvre ; il est conseillé de désinfecter localement la morsure, et d'éventuellement prendre un antalgique. Aucun cas d'allergie avec le venin de la scolopendre ceinturée n'a été documenté à notre connaissance, mais en cas de complication symptomatique, il serait sage de consulter. La morsure serait plus douloureuse en été qu'en hiver, malheureusement sa rencontre se fait principalement à la belle saison.

Il n'a pas été question ici des animaux aquatiques et des douleurs qu'ils nous promettent, invisibles qu'ils sont sous les eaux sombres de nos baignades estivales. Ni des chenilles processionnaires. Ni de ce à quoi on s'expose en léchant les crapauds ou les salamandres. Si ce bestiaire particulier pourrait être développé, il faudrait toutefois mesurer la clémence des latitudes occidentales par le peu de danger auquel nous expose ici la nature.

Antoine Rondelett
Illustrations de Julie Ramel p. 21, 22,
23, 25.



TOUJOURS PLUS VITE, TOUJOURS PLUS HAUT, TOUJOURS PLUS GORE

ALPINISME, DÉPASSEMENT DE SOI ET ÉCRASEMENT DES AUTRES

Syan revient dans nos colonnes en compagnie d'Emma, pour jouer un mauvais tour à l'himalayisme. Ils évoqueront l'ascension de l'Everest par la milliardaire chinoise Wang Jing pour nous montrer à quel point la pratique de l'alpinisme peut être abjecte et même – n'ayons pas peur des mots – gore ! Il ne s'agit pourtant pas de se focaliser sur un des exemples les plus tragiques de mépris et de violence vis à vis des travailleurs d'altitude, mais bien de comprendre ce qui permet d'en arriver là.



Première sur les mains



Première en marche arrière

Aaaaah l'alpinisme ! Le dépassement de soi, l'engagement, l'intimité avec la roche, avec Dame Nature dans ce qu'elle a de plus abrupt, sauvage, impitoyable. Dans le style camaraderie virile de cordée ou échappée solitaire prompte au premier mysticisme venu, les récits exaltés ne manquent pas, et pour le dire franchement, nous ennuiant quelque peu. Dans tous les cas, nos héros en crampons, s'ils ne dégotent pas sur les cimes les salaires de leurs homologues au ballon rond, reviendront chargés de cet impalpable supplément d'âme qui pourra à l'envie s'étaler sur papier glacé entre deux réclames pour lampe frontale. Encore faut-il se démarquer, quand les « pionniers » ont déjà épuisé le stock des

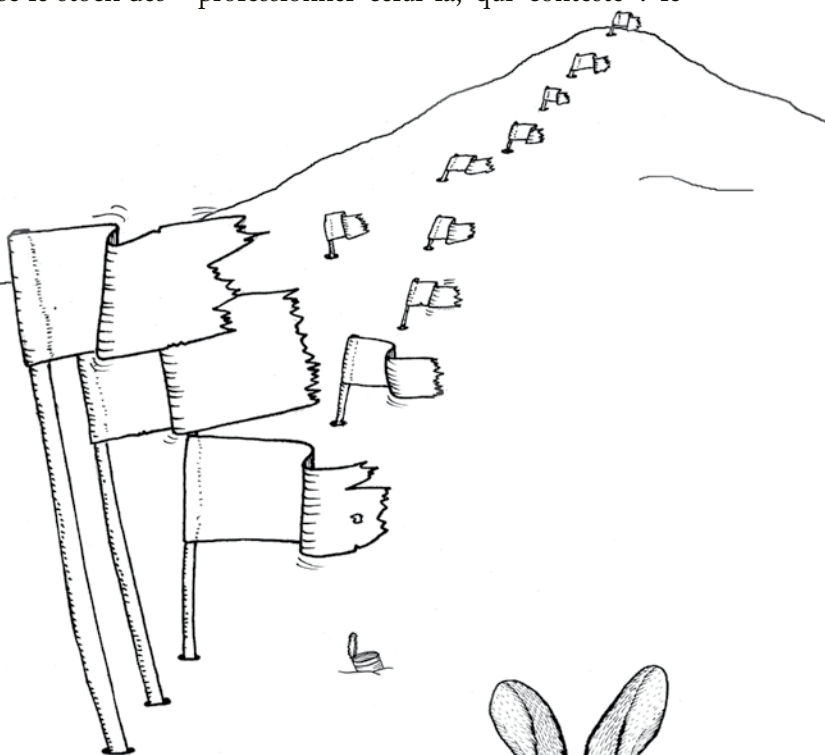
sommets immaculés, et que la relative démocratisation de l'équipement et du transport aérien permettent au presque-premier-venu de s'élever au dessus de la mêlée de ses contemporains.

Quelque ascensionniste audacieux aura alors inventé, fiché devant son planisphère, un moyen de tromper l'ennui qui guettait tout ce petit milieu. Ainsi Richard Bass, homme d'affaires américain, fut le premier à réaliser, en 1985, le défi qu'il s'était lancé, en atteignant le sommet le plus élevé de chacun des sept continents. Le *Seven Summits Challenge* est né.

Mais c'était sans compter sur l'esprit chipoteur de Reinhold Messner, alpiniste professionnel celui-là, qui conteste : le



Première en tongs



Première d'un lapin

plus haut sommet d'Océanie ne serait pas le Mont Kosciuszko en Australie (2 229m), trop fastoche, mais le Puncak Jaya en Papouasie (4 884m). Il y aura donc une liste Bass et une liste Messner. Nous vous épargnerons la controverse concernant le toit de l'Europe (est-ce le mont Blanc ou le mont Elbrouz ?), car ce *Seven Summits Challenge* est presque périmé depuis l'irruption en 1998 du britannique David Hempleman-Adam. Cet amoureux de la nature sauvage et administrateur de multinationales spécialisées dans l'industrie chimique et les composés électroniques, explorateur polaire à ses heures perdues, mit en place le *Explorers Grand Slam*, qui consiste à faire la même chose, mais en passant également par les pôles Nord et Sud. Débat encore, évidemment, sur le point de départ de ces expéditions : si je me fais déposer en hélicoptère au 89° parallèle et que je skie jusqu'au pôle (90° parallèle) ça compte ? Oui, mais on dira dans ce cas *Explorers Grand Slam (Last Degree)*. On considérera par ailleurs qu'un True *Explorers Grand Slam* implique en sus l'ascension des 14 sommets de plus de 8 000 m...

Mais comment trouver encore le moyen de se distinguer de ses pairs, une fois tous ces challenges accomplis ? Arrive alors l'époque des courses contre la montre et des temps records, ce qui nous amène au cas de Wang Jing, que nous avons déjà évoqué dans l'article « Le tourisme, et la mort » du précédent numéro de *Nunatak*.

Cette entrepreneuse chinoise, richissime dirigeante de la marque d'équipement outdoor *Toread*, s'était juré de réaliser l'*Explorers Grand Slam* le plus expéditif de tous les temps et devait, pour cela,

battre le précédent record de six mois et onze jours. Elle commence son périple le 15 janvier 2014 par le pôle Sud, et nous la retrouvons trois mois plus tard dans l'Himalaya, alors qu'il ne lui manque plus que l'Everest et le Denali (plus haut sommet nord-américain, en Alaska) pour arriver à ses fins.

Mais rappelons brièvement le contexte : la saison d'ascension est sur le point de commencer quand, le 18 avril, une avalanche emporte la vie de seize sherpas. Leurs collègues meurtris décident d'annuler la saison si leur liste de revendications concernant la sécurité, la rémunération et les assurances en cas d'accident n'aboutit pas. Autrement dit : ils font grève. Quelques jours plus tard, toutes les expéditions sont annulées.

Ce jour-là, Wang Jing revient d'une course d'acclimatation sur le Lobuche, un sommet satellite de l'Everest, quand elle apprend la nouvelle. La possibilité de réaliser son exploit se voit alors fortement contrariée.

Mais l'entrée en scène de l'ambitieux Phurba Gyaltzen Sherpa, dirigeant de l'agence Himalayan Sherpa Adventure, va renverser la balance et redonner espoir à notre milliardaire pressée. Les revendications et le deuil des sherpas ont beau avoir rendu le camp de base désert dix jours après l'avalanche, il se pourrait que pour cet organisateur d'expédition, cette situation inattendue se mue en aubaine inespérée. Installé de longue date à Katmandou, il dispose de réseaux à la fois dans les milieux de pouvoir et chez les travailleurs de sa région d'origine. Il réussira l'exploit d'organiser en l'espace de trois jours une expédition comprenant 5 sherpas, 2 cuisiniers, 28 allers-retours en hélicoptère jusqu'au



« J'étais déçue, comme tout le monde, et j'étais triste de la mort des seize sherpas, mais je ne renonce pas facilement quand j'ai décidé quelque chose¹. »

1 P. JOLLY et L. SHAKYA, *op. cit.*, p. 115.

camp II – situé à 6 474 mètres d'altitude – pour acheminer personnels, nourriture et matériel, le tout avec l'autorisation du ministère du Tourisme, à qui il s'est « adressé directement ». « Les autorités lui ont “demandé d’emmener dix clients, puis seulement un ou deux autres en plus de Wang Jing” pour enrayer la rumeur de “fermeture” de l'Everest et de grève des travailleurs d'altitude¹. » Finalement, elle seule sera de la partie, malgré l'insistance de l'État népalais, dont l'objectif est de communiquer en direction des potentiels clients étrangers sur l'accessibilité de l'Everest, par crainte d'une perte d'image et donc d'attractivité touristique. Le

ministère n'a d'ailleurs pas hésité à faire entorse à ses propres réglementations pour l'occasion, en autorisant des vols d'hélicoptères au-delà du camp de base, ce qui est habituellement réservé aux opérations de secours.

Souci d'image également du côté de Phurba Gyaltsen, qui affirme avoir voulu « contribuer à laver le nom des sherpas, sali mondialement par la fausse rumeur de leur grève. » : « Je me suis fait des ennemis, [...] mais je suis heureux de l'avoir fait car cela a redoré le blason de la communauté sherpa, qui avait tellement perdu d'argent et souffert d'un déficit d'image avec cette crise d'avril². »

1 Patricia JOLLY et Laurence SHAKYA, *Sherpas, fils de l'Everest*, 2^e éd., Arthaud Poche, 2019, p. 107.

2 *Ibid.*, p. 111-112.

On pourrait deviser à propos de savoir si un mouvement de contestation salit ou non les travailleurs mobilisés, mais il semblerait de toute façon que les raisons que notre gentil organisateur d'expéditions invoquent soient secondaires, si l'on prend en compte les moyens financiers dont dispose Wang Jing pour mener à bien son challenge. En effet, si l'histoire ne nous dit pas le montant du contrat passé avec Phurba Gyaltsen, les sept travailleurs ayant accompagné Wang Jing au sommet ce 23 mai 2014 auraient en revanche touché 10 000 à 12 000 dollars pour trois semaines de travail, soit ce qu'un sherpa gagne habituellement en trois à quatre saisons...³

Aussitôt redescendue dans la vallée, et acclamée par une partie de la population, notre richissime sprinteuse des cimes sautera dans le premier vol direction l'Alaska, où elle atteindra le sommet du Denali le 6 juin et bouclera son nouveau record en 143 jours. Avant d'embarquer, elle aura tout de même pris le temps, dans un geste altruiste et magnanime, de signer un chèque de 30 000 dollars au profit de l'hôpital local de Namche Bazaar. Nous lui laisserons le mot de la fin, prononcé lors de la sauterie organisée le 15 juin à Chamonix pour fêter son exploit : « Je ne pensais pas que mon ascension susciterait autant de discussions et de malentendus, mais je suppose qu'il en est ainsi parce que ça [le décès des seize sherpas] a bouleversé les projets de tous les alpinistes et les agences d'expéditions qui s'y trouvaient cette saison. J'ai été très choquée par les informations erronées

et les commentaires blessants. D'abord, on a dit que j'avais 41 ans alors que j'en ai seulement 39 [...] [mais] j'ai rapidement retrouvé mon calme parce que je n'ai rien fait d'autre que de réussir un défi monumental que je m'étais lancé, même si je pense que le gouvernement népalais voyait également son propre intérêt dans l'affaire...⁴ » Les intérêts de la compagnie Tread ne semblent pas se trouver loin non plus, le marketing de ses produits étant construit sur la mise en scène des réussites sportives de sa patronne.

Un an avant les prouesses de notre vendeuse de parkas, un important conflit avait déjà éclaté sur les pentes de l'Everest. Le 27 avril 2013, à 7 200 mètres d'altitude, les stars de l'alpinisme Ueli Steck et Simone Moro refusent de stopper leur course d'acclimatation, alors qu'un groupe de sherpas qui installent des cordes fixes leur demandent de ne pas les déranger pendant ce travail éprouvant et dangereux. Une brève altercation a lieu durant laquelle Simone Moro insulta grossièrement le chef d'équipe. De retour au camp II (6 400 m), les alpinistes sont attendus de pied ferme par plusieurs dizaines de sherpas armés de pierres et échappent de peu au lynchage.

Ueli Steck et Simone Moro, pratiquant le style alpin – léger, rapide, sans oxygène et surtout sans avoir recours aux services des sherpas – étaient en train de se préparer à la réalisation d'une énième première : l'ascension de l'Everest et du sommet voisin, le Lhotse (8 516 m) dans la même journée.

Dans les deux cas que nous avons évoqué, les protagonistes arpentent la même montagne et y sont exposés aux mêmes périls.

3 « Woman Whose Post-Avalanche Everest Ascent Sparked Outrage Defends Her Feat », *National Geographic*, 6 août 2014, consulté le 8 mars 2021.

4 P. JOLLY et L. SHAKYA, *op. cit.*, p. 117-118.

C'est ce que mettent en avant dans leurs discours des alpinistes amateurs comme Wang Jing ou professionnels comme Ueli Steck et Simone Moro. Ils ne semblent pas être en mesure de prendre en compte un petit détail : s'adonner à cette pratique en quête de renommée, à la recherche d'un frisson revigorant, ou pour gagner sa croûte n'implique pas le même rapport au risque. L'adrénaline épicée du performeur vient inévitablement s'entrechoquer avec celle, bien plus amère, du travailleur. Mais le regard ne peut qu'être aveugle à cet environnement humain et à sa triviale lutte pour l'existence, quand il est rivé sur la trotteuse de la montre et l'emplacement du prochain coup de piolet.

Que restera-t-il de toute cette histoire ? Une cheffe d'entreprise dénigrant la mort de seize travailleurs d'altitudes ? Un mouvement de grève mis à mal par l'alliance d'une milliardaire obstinée et d'un gouvernement cherchant une diversion aux revendications des sherpas ? Un nom de plus dans une liste déjà longue d'aventuriers du *xxi^e* siècle ? Si ces défis, aussi insensés qu'ils nous apparaissent, n'impliquaient que leurs valeureux participants ils n'auraient pas trouvé d'écho dans ces lignes. Chacun fait fait fait ce qu'il lui plaît plaît plaît (serait-ce l'écho d'une crevasse) ?

Ce que nous voulons mettre en lumière, ce n'est pas la dénonciation de LA grande méchante de l'histoire. Toute la rhétorique alpinistique du dépassement de soi et de la quête existentielle vers les sommets permet surtout à nos philosophes aventuriers d'ignorer royalement la réalité des rapports sociaux qui se jouent sur leurs terrains de jeu.

L'alpinisme, depuis ses débuts, s'inscrit dans une logique sportive (et militaire !)

de clubs en concurrence pour l'obtention de nouvelles premières, de nouveaux records. Il ne s'agit pas seulement d'être performant, il faut aussi être meilleur que les autres, et cela en constitue même la motivation première.

Laissons à notre ami René le soin de conclure cet article :

« Il n'y a plus d'inutile conquête, de geste de trop. L'excès est devenu la norme.

On serait tenté d'appeler tourisme l'ensemble de toutes les procédures visant à inscrire chaque geste qui se fait et chaque mot qui se dit dans une espèce de mémoire centrale, une immense panoplie où la promenade sur un sentier abondamment balisé est enregistrée au même titre que la plus téméraire des premières. Le touriste caricatural enrichit l'État et l'alpiniste fait de même. Tous deux contribuent à la mémoire du pouvoir (quelque chose qu'il faut bien appeler pouvoir, faute d'un mot plus neuf), l'un en répétant une promenade banale, en faisant halte à l'endroit convenu pour admirer le paysage, l'autre en s'acquittant d'une audacieuse figure spatiale, aventure aérienne et neuve, une variante, une première. Cela n'exclut d'ailleurs pas que le touriste et l'alpiniste prennent plaisir à leur exploit respectif. Ce n'est pas de cela qu'ils sont dépossédés. Mais l'effet spatial de la promenade et de l'ascension, c'est cela qu'enregistre la mémoire du pouvoir. L'exaltation individuelle ne l'intéresse pas encore⁵. »

Nil Syan Galvos et Emma Goldy
Illustrations de Riatri

5 René SIESTRUNCK, « Notes sur la géopolice spontanée des pionniers du tourisme en haute montagne », *Passage Cahiers de l'alpinisme* n°4, 1980.

SOUS LA MONTAGNE LES BRAISES

RETOUR SUR LA DÉCENNIE QUI PRÉCÈDE L'INSURRECTION DE 1994 AU CHIAPAS

Le mouvement zapatiste a depuis son apparition rencontré engouement et solidarité, notamment dans les milieux militants occidentaux. La libération nationale, l'indigénisme¹, la construction d'un mythe autour de la personnalité du sous-commandant Marcos, le mythe communautaire sont autant d'aspects sur lesquels nous ne cachons pas nos interrogations et nous ne voudrions pas tirer des conclusions trop hâtives. Aussi, la focalisation autour du discours public de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) masque les réalités complexes d'un mouvement de révolte d'ampleur dans la jungle du Sud-Est mexicain, de ses différents acteurs, des méthodes et des propositions politiques qui doivent être comprises et débattues. Jules nous propose ici un retour sur la décennie qui précède l'insurrection de 1994, et sur le contexte social et politique dans lequel fermente l'armée de libération zapatiste.

1 [NDLR] L'indigénisme est un mouvement politique ayant comme préoccupation principale les populations indigènes.



Le 1^{er} janvier 1994, dans le Sud-Est d'un Mexique réputé pour sa (relative) stabilité, des milliers de combattants indigènes réalisent une action à faire pâlir de jalousie toutes les guérillas latino-américaines : l'occupation de cinq villes de l'état du Chiapas, dont son centre touristique San Cristóbal de Las Casas (80 000 habitants environ).

Les questions qui hantent alors les esprits sont principalement : que veut cette armée de gueux, et surtout d'où sortent-ils ? De quelle nuit ?

Les éléments de réponse ici donnés tentent de combler en partie un vide, laissé tant par les zapatistes et leur histoire officielle, que par leurs ennemis. Puisqu'il faut parfois clarifier « d'où l'on parle », je peux préciser avoir passé un peu moins d'une décennie au Mexique entre 1990 et 2010, la plupart du temps au sein du territoire zapatiste. Ce qui implique une vision parcellaire. Je connais une vallée de la forêt Lacandone comme ma poche mais pas les vallées voisines, tant du point de vue de leur situation politico-militaire que des usages qui y sont en vigueur. Cette remarque vaut, à mon sens, pour la majorité des « spécialistes » du Chiapas. Il ne s'agit pas d'épiloguer sur une vision politique – chacun se fera son opinion –, mais de revenir sur ce qui a alors frappé le monde de stupeur. S'il est prétentieux d'avancer que tout cela était prévisible, on se contentera plutôt d'examiner le processus historique qui a amené à cette situation durant la dizaine d'années précédentes. Pour ce faire, j'utilise aussi bien quelques ouvrages fiables¹, que des témoignages et conversations que j'ai eu avec les concernés durant plusieurs années

de cohabitation quelque part au sein des montagnes.

La révolution qui ne fut pas

Quelques mots sur l'état du Chiapas : historiquement habité par des peuples mayas, il fut envahi par les conquistadors espagnols et leurs supplétifs nahuas au début du xvi^e siècle. Ce territoire fut d'abord rattaché à la vice-royauté du Guatemala, avant de rejoindre le Mexique par référendum en 1824, devenant ainsi le trente-deuxième et dernier état de la république. Administré en système de castes selon les origines ethniques, l'histoire du Chiapas colonial est une longue suite de soulèvements indigènes face à une classe possédante de métis vivant dans des îlots de forteresses assiégées. Au début du capitalisme moderne, quelques familles (Serrano, Corzo, Castellanos, Ruiz, etc.) possèdent la quasi-totalité des biens de l'État, on les appelle d'ailleurs « la famille chiapanèque ».

Loin du centre administratif du pays, ces gros propriétaires d'immenses exploitations (café, banane, bétail, etc.) fournissent également les cadres politiques et militaires. Au cours de la décennie de la Révolution mexicaine (1911-1924), ces latifundistes (grands propriétaires terriens) fomentent une rébellion contre le pouvoir central afin de pouvoir négocier en force un armistice laissant intacts leurs privilèges et leurs rangs. Ceci explique qu'à la fin du xx^e siècle, on trouve encore au Chiapas des *fincas* (énormes fermes tournant en économie fermée) avec des *peones acasillados*, journaliers attachés par dettes à un domaine comprenant l'école du patron, l'église du patron, la prison du patron et parfois même, la monnaie du

¹ Voir bibliographie.

patron – configuration qui a officiellement disparu du pays depuis 1917 !

Exode rural des révoltés

Après la tragédie de 1968², beaucoup d'activistes ou de militants décident de se « mettre au vert ». Les indigènes, qui sont tout sauf passifs face à l'exploitation, deviennent alors un enjeu, tant pour les gauchistes que pour l'Église dans sa tendance « théologie de libération »³. L'évêque Samuel Ruiz⁴ profite d'ailleurs, en 1974, de la commémoration de la fondation de sa ville San Cristóbal pour organiser, sous son patronage, le premier congrès indigène. Cette immense assemblée générale de paysans, qui ne se connaissent pas mais réalisent qu'ils ont des revendications communes, va avoir plusieurs conséquences. D'une part, la création de la *Quiptic ta Lecubtesef*, syndicat paysan indépendant des structures

officielles ; d'autre part l'arrivée des PP (groupe Politique Prolétarienne), militants maoïstes qui ont fait leurs preuves dans le Nord du pays afin d'organiser le prolétariat autochtone pour « lutter pour la prise du pouvoir et en finir avec l'exploitation de l'homme par l'homme⁶ », à la demande de l'évêque.

Cet activisme coïncide avec plusieurs événements : depuis une décennie, un grand nombre de ces *peones* captifs des propriétés ont pris leur indépendance pour partir fonder des villages et s'établir comme paysans indépendants. Or, il faut des terres pour mener à bien ce projet, et le seul réservoir est la jungle qui couvre un quart de l'État : la forêt Lacandone. Des milliers de paysans sans droit ni titre défrichent des terrains, établissent des hameaux dans la jungle, s'acclimatent à un milieu plus ou moins hostile. Ceci s'accompagne de frictions plus ou moins violentes avec les gros éleveurs de bétail qui grignotent cette même jungle pour y obtenir des pâturages.

En 1972, le ciel tombe sur la tête de ces squatteurs Tzeltals, Tojolabals, Ch'ols ou Tzotzils, sous forme d'un décret présidentiel accordant 614 000 hectares de la forêt à seulement 70 chefs de famille regroupés dans trois villages. Ces indigènes Lacandons se revendiquent habitants originels de ce territoire⁷, et l'État mexicain juge donc équitable de leur rendre l'usufruit de cette terre et de ses ressources. Ce qui n'a rien d'humaniste ou de désintéressé, car

2 Révolte étudiante en pleine préparation des Jeux olympiques qui se conclut par une répression féroce, dont le massacre de Tlatelolco, à Mexico, le 2 octobre.

3 [NDLR] La théologie de la libération est un courant de pensée de théologie chrétienne se distanciant de l'idéologie marxiste tout en utilisant ses grilles d'analyse. Nombres de cadres indiens de l'EZLN furent imprégnés par ces principes qui présentent la lutte politique militante comme la voie pour la réalisation du royaume de Dieu sur terre.

4 [NDLR] Samuel Ruiz, prêtre et évêque, est un des défenseurs de la théologie de la libération. Il est considéré comme l'une des clés de la création de l'EZLN puisqu'il en sera le médiateur avec le régime. L'article de Jules permet, on le verra, de nuancer le rôle qu'il a joué, ayant probablement lui-même tenté de limiter le contrôle de ses « paroissiens » par l'EZLN. En outre, Samuel Ruiz dévoile à plusieurs reprises la nature réactionnaire de son « église progressiste » puisqu'il s'oppose à l'avortement et au mariage homosexuel qu'il qualifie de « contre nature ».

5 *Notre force vers la libération*, en tzeltal

6 Résolution finale du congrès de 1974.

7 À tort, semble-t-il. D'après la très complète étude de Jan de Voos, les Lacandons originaux auraient été exterminés ou déportés vers les plantations du Guatemala au XVII^e siècle. Les dénommés « Lacandons » seraient un groupe de premiers « réfugiés » dans la jungle s'étant adaptés au mode de vie des précédents.

il semble que la forêt regorge de pétrole, et il sera bien plus facile de traiter avec 70 familles par ailleurs copieusement évangélisées – deux des trois villages sont composés de témoins de Jéhovah – qu'avec une dizaine de milliers de squatteurs, adeptes de la théologie de la libération et en voie de politisation expresse. Désespérés, les paysans se tournent vers des actions de plus en plus radicales : manifestations, blocages, marches vers la capitale de l'État. Le syndicat *Quip-tic* – après une crise qui a vu l'expulsion des conseillers maoïstes par leurs ouailles, celles-ci les accusant d'attitude paternaliste – s'est renforcé en devenant, en 1983, l'*Unión de uniones*. Ces syndicalistes paysans doivent régulièrement faire face à la répression, que ce soit par la prison ou par des assassinats de la part des forces de l'ordre ou des porte-flingues des propriétaires, les sinistres « gardes blancs ». Finalement, à la suite d'une nouvelle crise interne, l'*Unión de uniones* devient, en 1988, l'ARIC (Association rurale d'intérêt collectif). Cette puissante organisation se scinde, sous les coups de boutoir de la répression et de la corruption, en ARIC officielle, reconnue par le pouvoir et dirigée par quelques ex-gauchistes précédemment expulsés, et en ARIC indépendante, aux méthodes plus teigneuses.

La guerre voisine

Depuis 1960, le Guatemala voisin est le théâtre d'une guerre civile sans merci qui massacre 10 % de sa population, formée elle aussi d'indigènes mayas,

et envoie des dizaines de milliers de réfugiés au Mexique. Ce conflit durera jusqu'en 1996. Officiellement neutre et recevant les réfugiés guatémaltèques dans des conditions plus ou moins décentes, l'État mexicain a surtout une peur bleue que la guérilla voisine, l'URNG (Union nationale révolutionnaire guatémaltèque), tisse des complicités et fasse tache d'huile par-delà la frontière.

Soulignons que de nombreux réfugiés de guerre du Guatemala ont été accueillis par les communautés paysannes de la forêt, et si par la suite l'EZLN – soucieuse de rester dans un cadre mexicain – niera avoir



eu des rapports avec l'URNNG, elle revendiquera tout de même avoir exécuté, sur son territoire, des *kaibiles*, soldats d'élite guatémaltèques particulièrement sanguinaires qui passaient la frontière pour massacrer réfugiés ou guérilleros. Deux organisations clandestines cohabitant sur le même terrain étant forcément amenées à se fréquenter, des zapatistes ont bénéficié de formation militaire (comme le camarade F., en explosif) de la part des guérilleros voisins, qui en échange jouissaient d'un passage protégé.

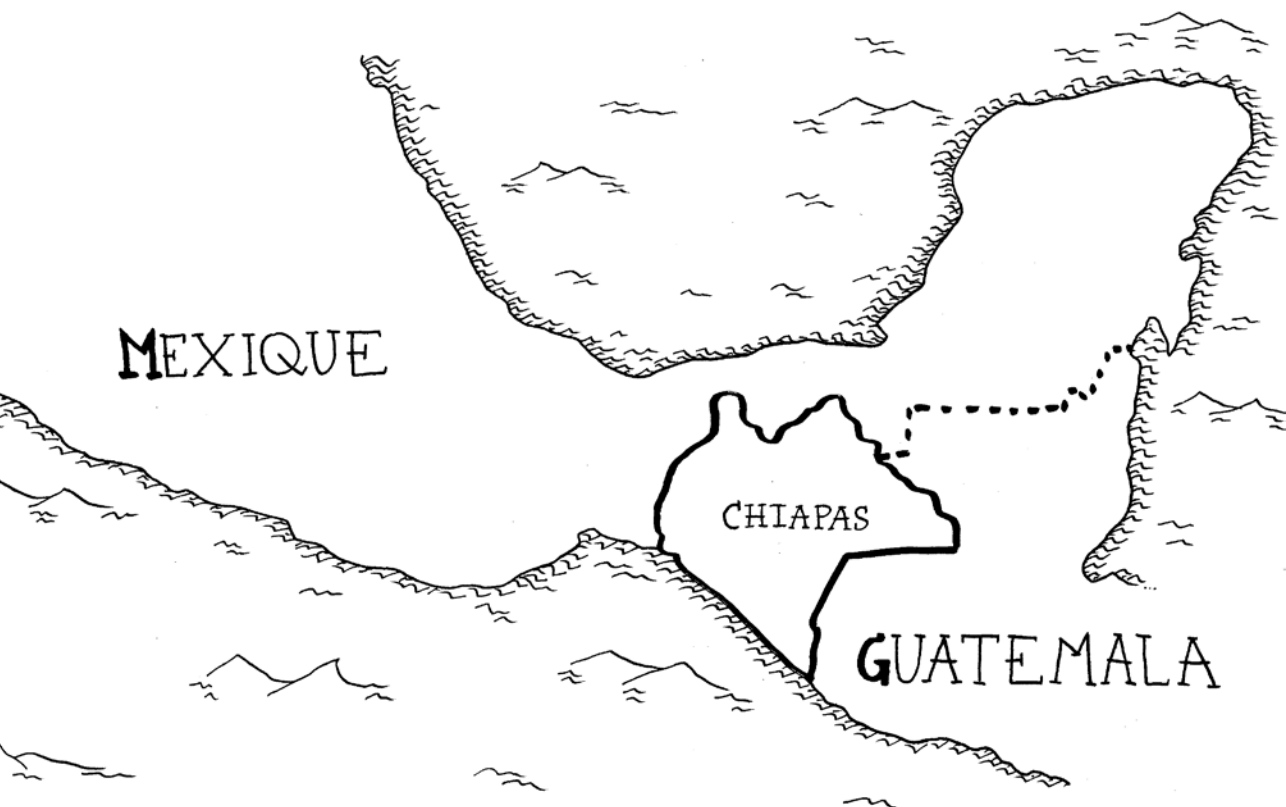
Guérillas avortées

Une caste de possédants racistes commettant n'importe quel abus en toute impunité en s'appuyant sur des milices privées, une classe de paysans en colère et rendus encore plus précarisés par un décret présidentiel, une armée sur les dents surveillant une frontière en guerre, une Église qui cherche à former des cadres indigènes pour mener à bien un projet de transfor-

mation sociale, un taux de pauvreté et d'abandon parmi les plus élevés du pays ; tel est le cadre dans lequel s'invite un nouvel acteur : un noyau de jeunes gens venus des métropoles pour implanter rien de moins qu'une guérilla !

Le phénomène des guérillas est une constante du Mexique, les luttes sociales y ayant toujours été essentiellement marquées par la violence. Toute revendication paysanne ou syndicale n'ayant connu comme réponse que la répression, la plupart des mouvements armés proviennent non pas d'un quelconque avant-gardisme mais d'un processus d'autodéfense de classe. Ce phénomène a été renforcé par les tueries urbaines de 1968 et de 1971, qui ont vu fleurir un grand nombre de groupes armés sur un terrain fertile, qu'ils soient ruraux ou urbains.

C'est donc dans ce contexte que les FLN (Forces de libération nationale) sont créées à Monterrey en 1969. Cette organisation est discrète, évitant si pos-



sible braquages et enlèvements pour se concentrer sur l'accumulation de forces à long terme. Ayant eu des contacts avec des paysans chiapanèques, ils achètent en 1972 un ranch au Chiapas censé servir de base à l'implantation d'une guérilla rurale. Cette ferme est investie par l'armée fédérale l'année suivante, et la plupart des guérilleros – dont le leader, César Yáñez – sont abattus. Après cet échec, il faudra dix ans à ces moines soldats de la révolution pour revenir implanter une cellule armée dans la région, composée d'indigènes et de métis. Ces combattants vont désormais s'enfoncer dans cette forêt Lacandone en ébullition, pour tenter de se rapprocher des communautés paysannes en lutte.

La suite se trouve dans la plupart des livres. Après des années de galère, et après avoir mis en veilleuse leur idéologie marxiste-léniniste⁸ face à l'hostilité de paysans qui

ont déjà expulsé des maoïstes, le groupe de guérilla (dont le commandement est passé de Germán à Marcos) passe d'une douzaine de membres en 1986, à plusieurs centaines, puis milliers, de combattants ou agents de liaison au début des années 1990. Suite à un processus d'absorption réciproque avec les communautés villageoises, ce groupe, après quelques ajustements et une prise de pouvoir de la guérilla du Chiapas sur le reste des cadres du FLN, devient l'EZLN. Cette « armée » est, à la base, conçue comme une milice devant protéger la population contre les exactions des policiers, militaires ou gardes blancs. Les armes sont achetées au marché noir (à des ex-guérillas des pays voisins, à l'étranger, ou à des membres des forces de l'ordre corrompus) par cotisations collectives des villageois. La consommation d'alcool et de drogue est interdite, tant par mesure d'économie que par aspect « culturel » (la gnôle ayant toujours été une arme de destruction aux

8 Entre-temps, le bloc de l'Est s'est effondré, et les guérillas d'Amérique centrale ont perdu leurs batailles.



maines des colons contre les amérindiens), ou à la demande de villageoises pressées d'en finir avec la violence domestique. Les femmes sont enrôlées à égalité avec leurs camarades masculins, tant par désir d'émancipation que par manque d'autres perspectives sociales, représentant petit à petit un tiers des effectifs permanents. Héritiers de la culture de clandestinité des désormais défunts FLN, l'EZLN ne pratique ni hold-up, ni extorsion monétaire, ni apparitions publiques. Elle est composée de trois types de membres : les insurgés (maquisards permanents), les miliciens (paysans en armes ayant un entraînement militaire) et les bases d'appui (civils).

Néanmoins, cette organisation croissante n'échappera pas longtemps aux radars de l'église, des syndicalistes ou de l'armée fédérale.

Malgré ses intentions émancipatrices, l'évêché de San Cristóbal demeure fort jaloux du contrôle sur ses paroissiens : un réseau serré de catéchistes (laïcs formés à administrer des sacrements et à célébrer la messe) instruits religieusement et politiquement, maille les communautés paysannes de la forêt et des hauts plateaux. Déjà, en 1980, pour contrer l'influence des conseillers gauchistes métis sur le mouvement paysan, l'Église encourage la création d'un groupe semi-clandestin, *Slohp* (racine en *tzeltal*), pour réorienter les paysans vers des revendications indigénistes. Évidemment, l'arrivée d'une guérilla est vécue comme l'intromission d'un éléphant au beau milieu de la porcelaine. Selon les sources gouvernementales, certains proches de l'évêque Samuel Ruiz auraient favorisé et aidé l'implantation de l'EZLN. Certains faits nous permettent de penser qu'au cours de ces décennies

où les guérillas d'Amérique centrale (Salvador, Guatemala, etc.) sont mises en échec – ou pour le moins dans l'impasse –, l'Église a surtout tenté de limiter la casse par tous les moyens. En tentant désespérément, par exemple, de mettre sur pied un groupe armé clandestin censé contrecarrer les zapatistes, ce qui va vite échouer : comme toute organisation politico-militaire⁹, l'EZLN ne supporte ni la concurrence, ni le fractionnisme, et les quelques paysans tentés par l'expérience regagnent vite le giron zapatiste. Lorsque les catéchistes, yeux et oreilles de l'évêché, s'enrôlent à leur tour dans la guérilla, l'amertume des autorités religieuses peut se résumer à cette phrase de Samuel

9 Contrairement à ce qu'ont bien voulu voir nombre de militants de bonne ou de mauvaise foi, l'EZLN est une organisation militaire et par conséquent hiérarchisée et autoritaire, même si elle a su évoluer dans un sens plus « politique ».



Ruiz : « Ces guérilléros montent un cheval déjà sellé ».

Côté religion, citons un exemple, celui du camarade E., catéchiste et officier clandestin des milices. Il est convoqué, en 1992, à la ville de Comitán, devant ce qu'il faut bien nommer un tribunal ecclésiastique, afin de s'expliquer au sujet de rumeurs sur sa participation à la guérilla. Pressé de questions par un parterre de franciscains et de dominicains, lui faisant remarquer que la guerre n'a apporté que des malheurs dans les pays voisins et que le socialisme s'effondre à l'Est, E. se défend comme un beau diable et nie toute implication dans cette soi-disant guérilla, dont il n'est même pas sûr qu'elle ne soit pas uniquement une rumeur. Et s'il est bien un reproche qu'on ne peut pas faire à l'EZLN, c'est son intransigeance au sujet de la religion : c'est un mouvement strictement laïc, que chacun se débrouille

avec sa foi ! Comme le résume le camarade B. : « Il y a chez nous une bonne part de catholiques, des protestants, des athées et même des gens qui ont des croyances qu'on a du mal à imaginer ! » Autre réponse d'un insurgé en 1994 à la question d'un journaliste : « D'abord on se libère et après, on verra la théologie. » Ce refus de mêler le religieux aux affaires politiques découle tant d'une conviction profonde que d'un pragmatisme visant à éviter à tout prix des conflits entre catholiques et protestants, fort violents dans certaines régions indigènes, et qui ont débouché sur des expulsions massives.

Côté syndicalisme paysan, l'EZLN va créer son propre syndicat, faux-nez qui lui permet d'ouvrir des locaux, de faciliter les liaisons entre diverses régions et d'aguerir ses militants en pratiques radicales : blocages, manifestations musclées, captures de policiers préalables à la moindre négociation. En 1989 est donc montée l'ANCIEZ (Alliance nationale paysanne et indigène Emiliano Zapata) qui connaît un succès immédiat en nombre d'adhésions. Elle forme des cadres zapatistes aux luttes en dehors de leurs territoires propres et leur donne une raison sociale pour intervenir dans tout le Mexique. Le fait d'armes le plus remarquable de l'ANCIEZ reste la manifestation du 12 octobre 1992, journée officielle de la « découverte » de l'Amérique par Christophe Colomb. Rebaptisée « journée des 500 ans de résistance indigène », elle voit débouler sur San Cristóbal un contingent de 10 000 Tzotzils, Tzeltals, Tojolabals et Ch'ols, défilant au pas quasi militaire, certains armés d'arcs et de flèches, qui détruisent la statue du conquistador local Diego de Mazariegos, afin de promener sa tête à travers les rues de cette cité dans



laquelle un indigène est encore censé céder le passage à un métis. Cette première occupation de l'antique *Jovel* (nom autochtone de la ville) constitue un clair avertissement pour la suite. J'avais remarqué, en cette année 1992 socialement très agitée, que les affiches de propagande de l'ANCIEZ faisaient la part belle à la représentation de paysans et paysannes armés et pas précisément d'arcs et de flèches !

L'armée en alerte

Les soldats fédéraux craignent par-dessus tout l'implantation d'une guérilla sur ce débouché vers l'Amérique centrale. Ils sont donc particulièrement attentifs à tout mouvement suspect et subversif dans la zone. L'armée va avoir tout naturellement à faire avec ce nouveau protagoniste qu'est l'EZLN.

Ainsi, quelques mois avant l'insurrection, le 22 mai 1993, une colonne d'une centaine de soldats se dirige droit sur Las Calabazas, un camp d'entraînement

des maquisards de l'EZLN. Les insurgés ouvrent le feu sur les militaires dans l'après-midi, et en tuent au moins deux. Du 23 au 31, plus de

1 500 fédéraux, appuyés par plusieurs hélicoptères, tentent d'encercler les rebelles, perdant à nouveau douze hommes, combattant un fantôme qui leur file entre les doigts. Le 1^{er} juin, après avoir investi un campement zapatiste désormais vide, l'armée se retire subitement. Il y a là une décision éminemment politique. En effet, le président mexicain Carlos Salinas de Gortari est en train d'achever son grand œuvre : la mise au point de l'ALENA, traité de libre-commerce entre le Mexique, les États-Unis et le Canada qui devra prendre effet au... 1^{er} janvier 1994. En y mettant de gros moyens, l'armée fédérale aurait sans doute pu écraser les rebelles, mais cela impliquait de reconnaître la présence d'une guérilla sur son propre sol, ce qui aurait considérablement embarrassé les négociations avec le voisin du Nord. Déjà, les révisions exigées par ce



même voisin à la constitution mexicaine, comme la suppression du droit inaliénable aux terres communes, provoquent une vague de mécontentement dans tout le pays. Il s'agit donc de garder la présence des insurgés la plus secrète possible, tout en prenant quelques mesures tactiques afin de les contenir. Un communiqué évoquant « un affrontement contre un groupe d'individus réalisant des activités présumées illégales » (prisonniers en fuite ? narcotrafiquants ?) suffira.

Quel est le bilan de cette première bataille ? Plus tard, l'EZLN ne reconnaîtra qu'une perte, contre quatorze chez les fédéraux. La guérilla a été chassée du terrain tout en limitant les dégâts. Mais surtout, les militaires découvrent dans le camp une reproduction à l'échelle de la place principale et de la caserne d'Ocosingo, ville située en lisière de la forêt. Pas besoin d'être Sherlock Holmes pour deviner ce qui se trame.

Tout en maintenant une certaine discrétion, les fédéraux ratissent les vallées de la forêt et perquisitionnent les villages avec plus ou moins d'ardeur selon le bataillon et l'officier concerné. Plusieurs paysans sont séquestrés et, d'après les zapatistes eux-mêmes, les soldats passent très près des arsenaux de la guérilla. Heureusement, la plupart des troupes fédérales, se sachant en territoire hostile, ne mettent guère de cœur à l'ouvrage. À part quelques unités d'élite, type parachutistes ou commandos, l'armée mexicaine est avant tout formée de paysans ruinés qui trouvent là une occasion de manger deux repas quotidiens, souvent mal traités par leurs officiers. On conçoit donc que ces militaires ne fassent guère de zèle.

Quoi qu'il en soit, ce genre d'accrochage ne peut que pousser l'EZLN à passer à

l'action avant d'être découverte et anéantie par un ennemi désormais sur ses gardes. Ce qui pose plusieurs problèmes. On l'a vu, les FLN sont à la base une organisation à visée nationale, or cette guérilla n'est devenue organisation de masse qu'au Chiapas. Il existe bien des cellules dans tout le pays et certaines seront activées au 1^{er} janvier 1994, réalisant plusieurs sabotages, comme à Toluca, Mexico, Chihuahua, Veracruz.

On remarquera qu'une des premières phrases du manifeste lu sur les stations radios investies ou affiché sur les murs proclame « Nous sommes le produit de cinq cents années de lutte ». Cette déclaration est signée EZLN Front du Sud-Est. Ce détail, qui signifie que cette guérilla est censée être présente dans tout le pays, passera un peu trop vite à la trappe, la signature EZLN tout court n'apparaissant qu'au bout de quelques jours.

Le front dit du Sud-Est est le seul à pouvoir aligner des milliers de combattants fondus dans la population. Il semble bien que les cadres du Chiapas, Marcos en tête, aient pris le pouvoir sur d'autres chefs historiques de la guérilla, et en particulier en 1992 lors de la réunion du Prado, où ils alignent plus de 5 000 miliciens. Outre celle des manifestations tonitrueuses de l'ANCIEZ, cette année 1992 est aussi celle de la consultation au sujet du déclenchement de la guerre, au sein des communautés indigènes membres de l'EZLN. Des assemblées ont lieu dans tous les villages et, en privé, personne ne cache que le choix en faveur de l'offensive a parfois eu pour conséquence – selon les majorités – l'expulsion des minoritaires, que ceux-ci soient bellicistes ou « attentistes », provoquant ainsi un déplacement interne de population dans

la forêt. Les cultures sont disséminées afin d'être moins exposées aux ravages des fédéraux (napalm, défoliants) et de pouvoir continuer à nourrir les villageois. Au Chiapas, l'organisation est désormais composée d'une direction militaire, formé de deux « sous-commandants » (Marcos et Pedro), de majors dirigeant les insurgés, et d'une direction civile, le CCRI (Comité clandestin révolutionnaire indigène) formé de commandants élus par un zone de villages.

Sentant se rapprocher la catastrophe, l'évêque Ruiz tente une dernière manœuvre. Un jésuite ex-prêtre du Chiapas qui a été muté à l'autre bout du pays, à Chihuahua, accorde un entretien au magazine bien informé *Proceso*, dans lequel il fait allusion à une guérilla se développant dans la jungle, donnant des précisions assez gênantes. De toute évidence, ce prêtre a été autorisé à parler depuis San Cristóbal en une tentative désespérée de révéler le pot-aux-roses, et d'entraver l'action de l'EZLN. Toujours pour les mêmes raisons de dissimulation, ce scoop est purement et simplement ignoré. Seul commentaire du gouverneur de l'État (futur ministre de l'Intérieur) Patrocinio González : « Il n'y a pas de guérilla au Chiapas. »

Les douze jours qui ébranlèrent le Mexique

En paraphrasant Shakespeare, on peut dire que fin 1993, tous les acteurs sont en place, la pièce n'a plus qu'à se jouer. Quelques précisions quant à son premier acte : dans les derniers jours de décembre 1993, la mobilisation est intense, les communications sont progressivement coupées avec la forêt (transports publics, travailleurs extérieurs interdits de pas-

sage), les véhicules sont réquisitionnés par les rebelles qui confisquent au passage d'importants stocks de dynamite aux prospecteurs pétroliers présents sur la zone.

Bien entendu, cette agitation n'échappe pas aux militaires, et ceux-ci se fortifient sur leurs positions en attente du choc qu'ils savent désormais imminent. Méprisant les forces de l'ordre civiles, l'armée omet de les prévenir. Les policiers se retrouvent donc en première ligne dans les villes attaquées par l'EZLN, y subissant de sévères pertes. Mais elles provoquent un drame majeur : le sous-commandant Pedro est tué au cours de l'attaque du commissariat de Las Margaritas, laissant ses troupes sous le choc. Celles-ci se contentent de cerner la ville voisine de Comitán sans l'occuper. La direction des opérations revient désormais au seul Marcos qui, à cette heure-ci, se trouve sur les hauts plateaux, occupe San Cristóbal avec les troupes de la major Ana-Maria, et devient ainsi le porte-parole et « visage » (cagoulé) de la rébellion pour le monde entier.

La stratégie des fédéraux se révèle payante : malgré des jours de combats acharnés l'EZLN n'arrive pas à s'emparer du camp de Rancho Nuevo, siège de la 31^e région, situé à une quinzaine de kilomètres de San Cristóbal, et est délogée d'Ocosingo après une bataille sanglante. Même si les rebelles parviennent à se replier dans la jungle, une partie de ceux qui sont restés cernés dans le marché, ou blessés à l'hôpital, est purement et simplement exécutée par les parachutistes lancés sur la ville.

Après douze jours de guerre, un fragile cessez-le-feu s'installe progressivement, même si les balles continuent de

siffler dans divers recoins du Chiapas. Début février, les prisonniers zapatistes sont échangés contre Absalón Castellanos, général ex-gouverneur de l'État et grand propriétaire, et un premier round de négociation peut se mettre en place.

Désormais, cette histoire se déroulera plus ou moins publiquement.

Jules

Illustrations de Rita et Riatri

Bibliographie de l'auteur

Vu le nombre de livres parus dès la première année du conflit, on peut dire que les zapatistes ont contribué à sauver l'édition mexicaine du marasme. Bon nombre de ces ouvrages sont emplis de lieux communs, ne font que reprendre la version officielle de l'EZLN ou sont, au contraire, des œuvres de désinformation gouvernementale. Je considère « fiables » des livres ayant une réelle profondeur historique, écrits par des protagonistes connaissant le terrain de longue date et surtout, dont les faits se recoupent avec les témoignages des camarades zapatistes, même s'ils les formulent souvent autrement. Par conséquent, un ouvrage tout à fait défavorable aux rebelles peut se révéler précieux.

Jan DE VOS, *Una tierra para sembrar sueños. Historia reciente de la Selva Lacandona, 1950-2000*, 2e éd., FCE, 2020.

Carlos MONTEMAYOR, *Chiapas: la rebelión indígena de México*, Joaquín Mortiz, 1997.

Carlos TELLO DIAZ [écrit en réalité par les services de renseignements militaires], *La rebelión de las Cañadas*, Debolsillo, 2013.

Guiomar ROVIRA, *¡ Zapata Vive ! La rebelión indígena de Chiapas contada por sus protagonistas*, Virus, 2002.

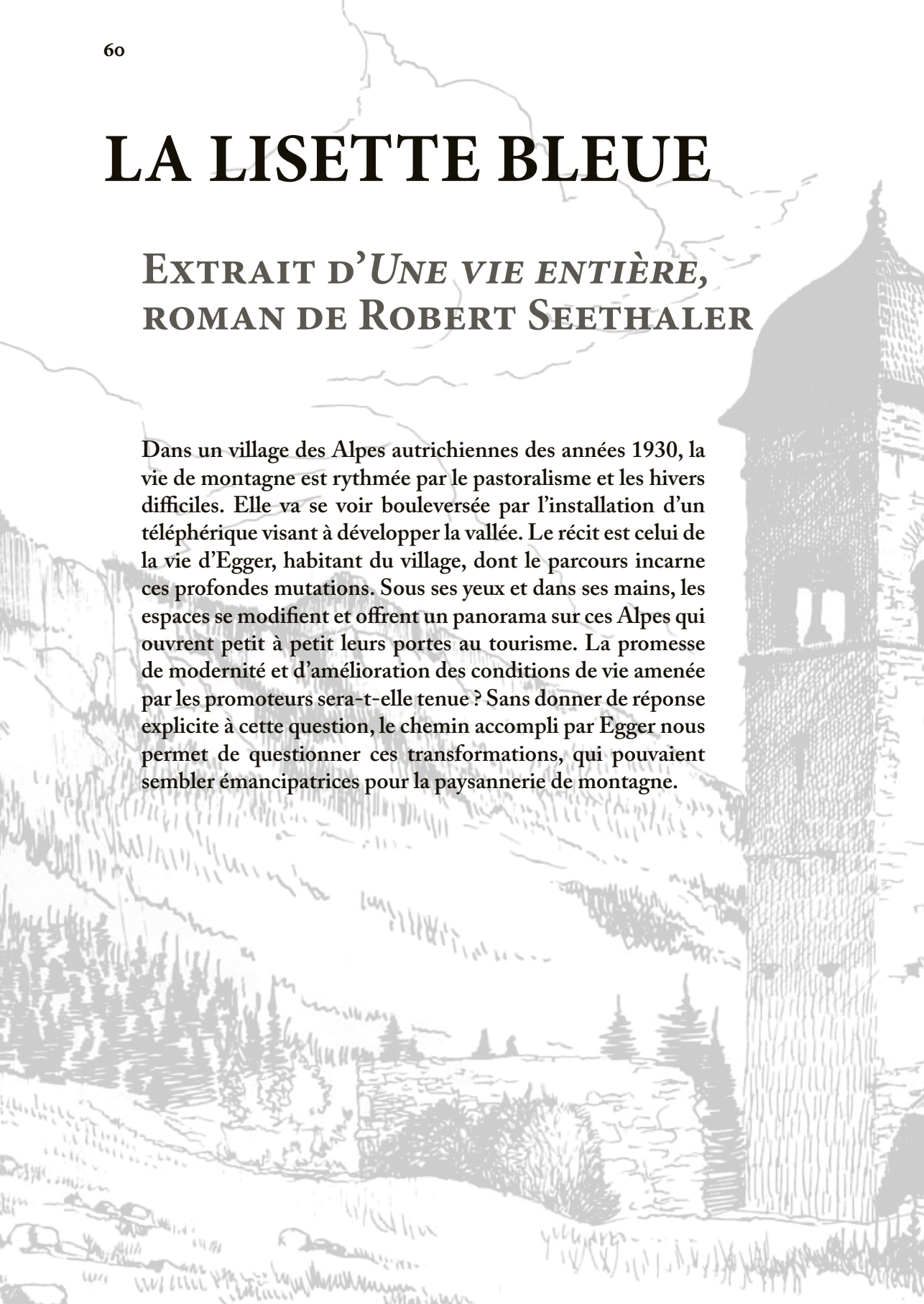
La rédaction de Nunatak conseille, en complément de cet article, deux textes rédigés en 1996 :

- La brochure *Au-delà des passe-montagnes du Sud-Est mexicain* réagit au mouvement de solidarité que l'insurrection de 1994 a engendré. Elle nuance, entre autres, le rapport entre l'EZLN et l'Église catholique. Elle est disponible sur le site quatre.zone.
- L'ouvrage *Tendre venin, de quelques rencontres dans les montagnes indiennes du Chiapas et du Guerrero* publié aux éditions du Phéromone. Il s'agit d'un récit de rencontres avec des combattants zapatistes, des membres de communautés indiennes, des paysans occupant de vastes domaines agricoles et bien d'autres personnages. Certains aspects sociaux ou historiques y sont développés, sans se cacher derrière un déguisement ethnologique, journalistique ou militant.

LA LISETTE BLEUE

EXTRAIT D'UNE VIE ENTIÈRE, ROMAN DE ROBERT SEETHALER

Dans un village des Alpes autrichiennes des années 1930, la vie de montagne est rythmée par le pastoralisme et les hivers difficiles. Elle va se voir bouleversée par l'installation d'un téléphérique visant à développer la vallée. Le récit est celui de la vie d'Egger, habitant du village, dont le parcours incarne ces profondes mutations. Sous ses yeux et dans ses mains, les espaces se modifient et offrent un panorama sur ces Alpes qui ouvrent petit à petit leurs portes au tourisme. La promesse de modernité et d'amélioration des conditions de vie amenée par les promoteurs sera-t-elle tenue ? Sans donner de réponse explicite à cette question, le chemin accompli par Egger nous permet de questionner ces transformations, qui pouvaient sembler émancipatrices pour la paysannerie de montagne.



Les équipes de l'entreprise Bittermann & Fils avaient progressé bien au-dessus de la limite de la forêt, entre-temps, et laissé dans les bois une cicatrice de près d'un kilomètre et demi, qui atteignait les trente mètres de largeur à certains endroits. Il ne restait que quatre cents mètres environ jusqu'à la future station d'arrivée, située immédiatement sous le sommet de la Grande Rocheuse, mais le terrain à pic était impraticable, et le dernier tronçon devait enjamber une paroi quasiment verticale, couronnée d'un ressaut que les locaux, en raison de sa forme, appelaient le Crâne-du-Géant. Pendant des jours, Egger resta suspendu sous le menton du Crâne-du-Géant à percer des trous dans le granit, où il vissait des ancrages grands comme le bras, voués à supporter une longue échelle métallique à l'usage des techniciens d'entretien. Il pensait, avec une secrète fierté, à ces hommes qui grimperaient un beau jour sur cette échelle, sans se douter qu'ils lui devaient la vie, à lui et à son savoir-faire. Pendant ses brefs instants de répit, il s'asseyait sur une saillie rocheuse et regardait la vallée. Depuis quelques semaines, on aplanissait et on asphaltait la vieille route, et il pouvait distinguer dans la brume vaporeuse les vagues formes humaines qui travaillaient – apparemment sans bruit, vu la distance – le goudron chaud au piolet et à la pelle. L'hiver venu, Egger fut l'un des rares salariés de l'entreprise à figurer encore sur les listes du personnel. En compagnie d'une poignée d'autres, dont Thomas Mattl qui par sa longue expérience de la forêt s'était avéré extrêmement utile, il poursuivait les travaux d'élargissement de la tranchée et continuait à la débarrasser des pierres, du bois mort et des racines. Souvent, ils

extirpaient une racine du sol gelé à coups de hache, enfoncés dans la neige jusqu'aux hanches, tandis que le vent leur soufflait à la figure des flocons gelés, cinglants comme des plombs, qui leur écorchaient la peau. Pendant le travail, ils ne disaient que le strict nécessaire et, dans les pauses de midi, ils restaient assis en silence sous un sapin couvert de neige, en tendant leur morceau de pain au feu. Ils se frayaient l'un après l'autre en rampant un passage dans le sous-bois, ou s'asseyaient à l'abri du vent derrière un rocher pendant les tempêtes, soufflant dans leurs mains gercées par le froid. Ils étaient comme des bêtes, se disait Egger, rampant à même le sol, faisant leurs besoins derrière le premier arbre venu, et ils étaient si sales qu'on les différenciait à peine de la nature environnante. Souvent aussi il pensait à Marie, qui l'attendait à la maison. Il n'était plus seul et, bien qu'il fût encore inhabituel, ce sentiment le réchauffait plus sûrement que la braise du feu dans laquelle il fourrait ses bottes gelées, dures comme du fer.

Au printemps, quand la fonte des neiges eut commencé et que cela se mit à goutter et glouglouter mystérieusement partout dans la forêt, un accident se produisit dans l'équipe d'Egger. Alors qu'il s'affairait à un arolle renversé par les masses de neige, la tension du bois se déchargea dans un bruit d'explosion, un éclat de taille humaine se détacha du tronc tel un ressort et vint sectionner le bras droit d'un jeune bûcheron nommé Gustl Grollerer, qui l'avait malencontreusement levé pour attaquer le prochain coup de hache. Grollerer tomba, les yeux rivés à son bras qui gisait deux mètres plus loin sur le sol de la forêt et dont les doigts serraient encore le manche de la hache. Un silence

insolite recouvrit la scène un instant, on aurait dit que la forêt tout entière s'était figée, le souffle coupé. Thomas Mattl fut le premier à sortir de cette torpeur. « Jésus, dit-il, ça m'a l'air très vilain. » Il prit dans la caisse à outils une boucle en fil de fer qui servait à racler les écorces et la serra de toutes ses forces autour du moignon de Grollerer dont le sang noir jaillissait en cascade. Grollerer hurla, se tordit dans tous les sens, puis resta étendu là sans connaissance.

« Ça y est presque, dit Mattl en emmail-lotant la plaie avec son bandeau. On ne se vide pas de son sang si vite que ça ! » Un des hommes proposa de couper des branches pour confectionner une civière. Un autre qui avait entrepris de frotter le moignon avec une poignée d'herbes fut rapidement écarté. On décida finalement que le mieux était de transporter le blessé tel quel, en bas au village, de l'attacher sur la plate-forme d'un diesel et de le conduire à l'hôpital. Le mécanicien lombard souleva Grollerer et le chargea sur ses épaules comme un sac. Il s'ensuivit une brève discussion sur ce qu'on devait faire du bras. Il fallait l'emballer et l'emporter, suggérèrent les uns, peut-être que les docteurs pourraient le recoudre. Le plus sorcier des docteurs n'avait encore jamais recousu un bras entier, objectèrent les autres, et même s'il y réussissait par miracle, le bras ne ferait que pendouiller, inerte, hideux, le long de son corps, et lui causerait des embêtements pour le restant de ses jours. La discussion fut finalement close par Grollerer en personne, qui reprit connaissance et releva la tête sur le dos du mécanicien : « Enterrez mon bras dans la forêt. Peut-être que ça fera pousser un groseillier ! » [...]



Thomas Mattl fut l'un des trente-sept hommes qui, officiellement, périrent en travaillant pour l'entreprise Bittermann & Fils, avant qu'elle ne fit faillite, en dix-neuf cent quarante-six. En réalité, ils furent bien plus nombreux, ceux qui laissèrent leur vie pour la construction de ces téléphériques en expansion continue depuis les années trente. « Pour chaque benne, il y en a un qui passe sous terre », avait dit Mattl une fois, au cours d'une de ses dernières nuits. Mais, à ce moment-là, les autres ne le prenaient déjà plus tout à fait au sérieux, ils pensaient que la fièvre lui avait déjà cramé



le cerveau et le dernier reste de raison.

Ainsi s'acheva la première année d'Andreas Egger à l'entreprise Bittermann & Fils. « Le 1er Téléphérique du massif des Dômes » (c'était l'appellation officielle, dont n'usaient en fait que le maire et les touristes, les autochtones disaient simplement « la Lisette bleue » à cause des deux bennes bleu azur, et aussi de leur avant un peu aplati qui rappelait l'épouse du maire) fut inauguré en grande pompe à la station supérieure, par une réception où vinrent se geler, dans leurs costumes légers et leurs robes plus légères encore, une foule de gens distingués venus d'ailleurs, et où le curé hurla sa bénédiction contre le vent, sa soutane voletant autour de son corps comme la robe d'un choucas ébouriffé. Egger était parmi ses collègues éparpillés sur la montagne au-dessous du Crâne-du-Géant, et chaque fois qu'il voyait applaudir les gens, en haut sur la plateforme, il levait les bras en l'air et poussait des cris enthousiastes. Un étrange sentiment de plénitude et de fierté habitait son cœur. Il se sentait partie prenante de quelque chose de grand, quelque chose qui dépassait de loin ses propres forces – y compris sa force d'imagination – et allait faire progresser, s'il avait bien saisi, non seulement la vie dans la vallée, mais l'humanité tout entière. Depuis que, quelques jours auparavant

lors de l'essai, la Lisette bleue s'était élevée à petites secousses prudentes mais sans incident notable, les montagnes semblaient avoir perdu un peu de leur toute-puissance éternelle. Et d'autres remontées mécaniques allaient lui succéder. L'entreprise avait prolongé les contrats de presque tous les ouvriers et présenté une bonne quinzaine de projets, dont l'un, absolument inouï, se proposait de transporter les passagers avec skis et sac à dos, non pas dans des cabines, mais sur des sièges de bois planant librement dans les airs. Egger trouvait bien cette idée un peu ridicule, mais il admirait en secret ces ingénieurs pleins d'assurance, capables d'extraire de leurs crânes des choses aussi fantastiques, et que tempêtes de neige et canicules estivales n'affectaient pas plus qu'elles ne ternissaient le lustre de leurs souliers toujours impeccablement cirés.

Une moitié de vie ou, disons, presque quatre décennies plus tard, l'été de l'année dix-neuf cent soixante-douze très précisément, Egger, posté au même endroit, observait les bennes gris métallisé de l'ancienne Lisette bleue filer rapidement au-dessus de sa tête, tout juste accompagnées d'un bourdonnement à peine audible. En haut sur la plateforme, les portes de la benne s'ouvraient dans un sifflement prolongé pour débarquer un tas de randonneurs qui se dispersaient dans toutes les directions, se répandant partout sur la montagne comme une nuée d'insectes multicolores. Egger était agacé par ces gens qui grimpaient à tort et à travers dans les éboulis et paraissaient traquer sans cesse quelque merveille cachée. Il se serait bien mis en travers de leur route pour leur dire leur fait, mais, finalement, il ne savait trop quoi leur reprocher. Tout au fond de lui-même, il pouvait bien se l'avouer,

il enviait les randonneurs. Il les voyait escalader les rochers en tennnis et en short, prendre leurs enfants sur leurs épaules et fixer leurs appareils photo en riant. Lui, par contre, était un vieil homme plus bon à rien, encore bien content d'arriver à se tenir à peu près droit en marchant. Il était dans ce monde depuis si longtemps, il l'avait vu changer, tourner de plus en plus vite chaque année en apparence, il se

faisait l'effet d'un reliquat d'une époque révolue, d'un épineux rabougri qui tentait encore désespérément de se redresser vers le soleil.

**Robert Seethaler, *Une vie entière*,
Sabine Wespieser éditeur,
p. 51-54 et 58-61
Illustrations de Rita**

